PROJET D'APPUI AU SYSTEME DES PEOPLE'S CREDIT FUNDS POUR LE FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVE

CONVENTION

CVN 6014 01 F

CONVENTION D'OUVERTURE DE CREDIT
RELATIVE AU PROJET D'APPUI AU SYSTEME DES PEOPLE'S CREDIT FUNDS POUR LE FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVE

N° CVN 6014 01 F

ENTRE :

Le MINISTERE DES FINANCES

agissant au nom et pour le compte du GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM,

représenté par Monsieur NGUYEN Cong Nghiep,
son Premier Vice-ministre,

agissant ès qualités en conformité des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet effet,

(ci-après l'« Emprunteur »)

D'UNE PART,

ET

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT,

Établissement public dont le siège est à PARIS XII°, 5, rue Roland Barthes Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 775 665 599

représentée par Monsieur Jean-Michel SEVERINO,
son Directeur Général,

agissant ès qualités et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet effet, en conformité de la résolution n° C20080224 du Conseil d'Administration de ladite Agence en date du 1er octobre 2008,

(ci-après le "Prêteur" ou l'"AFD"),

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

DISPOSITIONS PARTICULIERES

PREAMBULE 4
DISPOSITIONS PARTICULIERES 7
TITRE I - CONDITIONS DE L'OUVERTURE DE CREDIT - 7
Article 1.- Objet de la convention - 7
Article 2. - Intérêts - 7
Article 3. - Remboursement - 9
Article 4. - Remboursement anticipé - 9
TITRE II - MODALITES D'UTILISATION DU CREDIT - 9
Article 5. - Affectation des fonds - 9
Article 6. - Mécanisme de financement du Projet - 9
Article 7. - Conditions suspensives au versement des fonds - 10
Article 8. - Présentation des demandes de versement des fonds - 10
Article 9. - Modalités de versement des fonds - 11
Article 10. - Date Limite de Versement des Fonds - 11
Article 11. - Exécution et suivi du Projet - 11
Article 12. - Suivi du CCF : 11
TITRE III - ENGAGEMENTS ET DISPOSITIONS DIVERSES 12
Article 13. - Autorisation de transfert - 12
Article 14. – Déclaration et Engagements particuliers 12
Article 15. - Taux effectif global – 14
Article 16. - Circonstances nouvelles - 15
Article 17. - Élection de domicile - 15
Article 18. - Timbre et enregistrement - 16
Annexe I - Description 17
Annexe II - Plan de mise à niveau environnemental et social 19
Annexe III - 1 Modèle de Lettre de Demande de Versement 20
Annexe III – 2 Modèle de Lettre de Confirmation de Versement 21
Annexe IV - 1 Modèle de Lettre de Demande de Conversion de Taux 22
Annexe IV - 2- Modèle de Lettre de Confirmation de Conversion de Taux 23
Annexe V - Modèle d'Avis juridique 24
DISPOSITIONS GENERALES TITRE I - MODALITES D'UTILISATION DU CREDIT - 25
Article 1 - Conditions suspensives du versement des fonds - 25
Article 2 - Modalités de versement des fonds - 25
Article 3. - Ajournement ou rejet des demandes de versement - Réduction du Crédit – 26
TITRE II - CONDITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES - 26
Article 4 – Calcul des intérêts 26
Article 5 - Frais accessoires - 27
Article 6 - Lieu de réalisation et de service du Crédit - 28
Article 7 - Règles de comptabilisation et dates de valeur - 28
Article 8 - Dates d'exigibilité 29
Article 9 - Imputation des remboursements - 30
Article 10 - Remboursements anticipés - 30
TITRE III - EXECUTION ET SUIVI - 31
Article 11 - Attribution et passation des marchés 31
Article 12 - Exécution et suivi du Projet - 33
Article 13 - Engagements de l'Emprunteur- 33
Article 14 - Suivi du CCF- 34
TITRE IV – IMPAYES ET EXIGIBILITE ANTICIPEE - 34

DP 3
Article 15 - Impayés - 34
Article 16 - Exigibilité anticipée du Crédit - 34
TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES - 36
Article 17 - Divers – 36
Article 18 - Circonstances nouvelles - 36
Article 19 - Droit applicable - 37
Article 20 – Règlement des différends - 37
Article 21 - Résiliation - 37

CONVENTION

PREAMBULE

1. Le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam a sollicité de l'AFD la mise à disposition d'un "Crédit" d'un montant maximum en principal de trente millions d'euros (30 000 000 EUR) destiné à financer le Projet.

2. L'AFD a accepté de mettre à sa disposition un crédit dans les conditions définies ci-après pour contribuer à la réalisation de ce projet.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les parties entendent que leurs obligations soient définies par les "Dispositions Particulières" énoncées ci-après et les annexes qui en font partie intégrante ainsi que par les "Dispositions Générales" qui leur font suite. Les Dispositions Particulières et les Dispositions Générales sont réputées former un acte unique, dénommé ci-après "la Présente Convention".

En cas de contradiction ou de différence entre les Dispositions Générales et les Dispositions Particulières, les Dispositions Particulières primeront les Dispositions Générales.

Pour les besoins de la Présente Convention, les termes suivants, lorsqu'ils apparaissent avec une majuscule, doivent être entendus comme ayant le sens qui leur est attribué ci-dessous :

« **Accord de Rétrocession** » désigne l'acte signé par l'Emprunteur ou l'organisme dûment habilité à le représenter, et le CCF, relatif à la rétrocession du Crédit.

« **Agent Public** » désigne :

- toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (de l'Etat de l'Emprunteur) qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quelque soit son niveau hiérarchique,
- toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public,
- toute autre personne définie comme Agent Public dans le droit interne de l'Emprunteur.

"**Annexe(s)**" désigne les annexes jointes à la Présente Convention et donnant notamment la description du Projet, son coût et son plan de financement,

"**Bénéficiaire Effectif**" désigne la ou les personnes physiques qui in fine possèdent ou contrôlent le Client Bénéficiaire et/ou la personne pour laquelle le projet est effectué ;

"**CCF**" désigne le Central Credit Fund, établissement de refinancement central du réseau des PCF, bénéficiaire du présent crédit.

"**Client Bénéficiaire**" désigne chaque personne morale ou physique cliente d'un People's Credit Fund et bénéficiaire de Prêt(s) dans le cadre du Projet.

"**Conversion de Taux** " désigne la transformation du taux révisable du Crédit en taux fixe ou d'un Versement en taux fixe,

"**Crédit**" désigne le concours accordé par l'AFD à l'Emprunteur aux termes de la Présente Convention,

"**Date de Conversion de Taux** " désigne la date à laquelle l'Emprunteur demande au Prêteur de transformer le taux révisable du Crédit ou d'un Versement en taux fixe,

"**Date d'Échéance** " désigne les dates d'exigibilité définies à l'article 2 et 3 des Dispositions Particulières

"**Date de Fixation de Taux** " désigne la date à laquelle l'AFD détermine le taux de ses crédits. Cette date mentionnée dans les Dispositions Particulières ou dans chaque lettre de confirmation, est nécessairement le premier mercredi (ou le jour ouvré suivant s'il est férié) suivant la date de réception par l'AFD de la lettre par laquelle l'Emprunteur demande la fixation du taux, sous réserve que cette date de réception précède d'au moins deux jours ouvrés entiers ledit mercredi. A défaut, la date de fixation sera le second mercredi (ou le premier jour ouvré suivant s'il est férié) suivant cette date de réception.

"**Date Limite de Versement des Fonds**" désigne la date mentionnée à l'article 10 des Dispositions Particulières.

" **DTS** " désigne les Droits de Tirage Spéciaux (ou SDRs - "Special Drawing Rights" en langue anglaise) dont la valeur est (i) calculée par le Fonds Monétaire International par référence à un panier de monnaies et (ii) publiée pour sa contre-valeur en dollars U.S. par le Fonds Monétaire International sur son site internet,

"**Durée résiduelle Moyenne** " désigne la moyenne, exprimée en nombre de jours, des durées restant à courir pour chaque échéance pondérées par les montants de flux en principal correspondants.

"**Elément de Concessionnalité**" désigne la majoration (4 %) appliquée au taux du Crédit (taux fixe) en cas de remboursement anticipé dans les conditions définies à l'article 10-1°/-b) des Dispositions Générales.

"**Établissement Financier de Référence**" désigne un établissement financier choisi comme référence de façon stable par l'AFD et publiant publiquement sur l'un des systèmes de diffusion internationale d'informations financières ses cotations d'instruments financiers selon les usages reconnus par la profession. A la date de signature de la Présente Convention, l'Établissement Financier de Référence est le groupe Caisse des dépôts pour l'OAT et Garban Intercapital pour les échanges de taux. En cas d'indisponibilité d'un taux de référence utilisé dans la Présente Convention, une autre référence de substitution, reconnue par la profession sera appliquée.

"**Euribor** " désigne le taux d'intérêt interbancaire applicable à l'Euro pour une durée de un mois, trois mois ou six mois, tel que déterminé par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne (FBE) à partir de 11 h 00, heure de Bruxelles.

"**Euro**" ou "**EUR** " désigne la monnaie unique Européenne d'États membres de l'Union Économique et Monétaire Européenne dont la France et ayant cours légal dans ces États.

"**Jour Ouvré**" désigne un jour entier, à l'exception des samedis et des dimanches, où les banques sont ouvertes à Paris.

"**Lettre de Demande de Versement**" désigne chaque lettre adressée par l'Emprunteur demandant au Prêteur en référence au modèle joint en annexe III -1 le versement de tout ou partie des fonds du Crédit.

"**Lettre de Confirmation de Versement** " désigne chaque lettre adressée par le Prêteur en référence au modèle joint en annexe III -2 à l'Emprunteur précisant les conditions financières en réponse à une Lettre de Demande de Versement.

"Lettre de Demande de Conversion de Taux" désigne chaque lettre adressée par l'Emprunteur demandant au Prêteur selon le modèle joint en annexe IV-1 la Conversion de Taux de tout ou partie des fonds du Crédit déjà versés.

"Lettre de Confirmation de Conversion de Taux " désigne chaque lettre adressée par le Prêteur selon le modèle joint en annexe IV-2 à l'Emprunteur précisant les conditions financières en réponse à une Lettre de Demande de Conversion de Taux.

"PCF" désigne les People's Credit Funds, les établissements de financement des Clients Bénéficiaires.

" PMNES" désigne le Plan de Mise à niveau Environnemental et Social, qui est défini en Annexe II.

" Prêt" désigne chacun des prêts financés au moyen du Crédit, à consentir ou consenti par un People's Credit Fund à un Client Bénéficiaire, selon les critères définis à l'Annexe I.

"Projet " désigne le projet d'appui au système des People's Credit Funds pour le financement du secteur privé, dont la description est donnée en Annexe I.

"Taux Fixe de Référence" désigne le taux d'intérêt fixe déterminé à la Date de Fixation de Taux précédant immédiatement la signature de la Présente Convention et servant de référence pour la détermination, le cas échéant, du taux du premier Versement.

"Taux Index " désigne l'indice quotidien CNO-TEC 10, Taux de l'Échéance Constante 10 ans. C'est le taux de rendement actuariel d'une valeur du Trésor français fictive dont la durée de vie serait égale à 10 années. Ce taux est publié quotidiennement sous l'égide du CNO (Comité de normalisation obligataire) sur les pages des principaux rediffuseurs télématiques reconnus par la profession.

"Versement" désigne la mise à disposition de tout ou partie du Crédit sous réserve de la réalisation des conditions indiquées dans la Convention.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

TITRE I - CONDITIONS DE L'OUVERTURE DE CREDIT -

Article 1.- Objet de la convention -

Le Prêteur ouvre à l'Emprunteur qui accepte, un Crédit d'un montant maximum de :

30 000 000 Euros (trente millions d'Euros).

Il est convenu que toutes les sommes figurant dans le texte de la Présente Convention exprimeront des Euros, sauf mention expresse d'une autre monnaie.

Article 2. - Intérêts -

1°/ Principes

Pendant la période de versement des fonds, toutes les sommes dues au titre du Crédit porteront intérêt, dans les conditions énoncées ci-dessous, à taux révisable (Euribor) ou avec l'option d'un taux fixe dans le cas d'une conversion de taux. Le taux révisable sera converti en taux fixe au terme de la période de versement des fonds.

Ce taux fixe sera déterminé dans les conditions prévues ci-dessous. Pour permettre sa détermination, il est précisé qu'à la date de signature de la Présente Convention, le Taux Fixe de Référence, constaté le 9 novembre 2009 est de 1,88% (un virgule quatre vint huit pour cent) l'an et le Taux Index constaté à la même date est de 3,65% (trois virgule soixante cinq pour cent) l'an.

Il est précisé, que les taux pouvant évoluer à la baisse, l'intérêt laissé à la charge de l'Emprunteur ne saurait être inférieur à 0,25% l'an.

2°/ Taux des Crédits pendant la période de versement des fonds

A/ Pendant la période de versement des fonds toutes sommes dues au Prêteur au titre du Crédit porteront intérêt au taux nominal de :

Euribor 6 mois - 200 points de base (moins 2%) l'an,

dans les conditions précisées à l'article 4 des Dispositions Générales et ci-dessous.

Ces intérêts seront exigibles et payables aux Dates d'Échéance, soit les 30 avril et 31 octobre de chaque année, chaque semestre ainsi déterminé constituant une période d'intérêts.

L'Euribor applicable pour chaque période semestrielle d'intérêts sera l'Euribor pour une période de 6 (SIX) mois, constaté deux Jours Ouvrés avant le premier jour de chaque période semestrielle d'intérêts, laquelle commence le lendemain de la Date d'Échéance.

Dans le cas particulier de la première période d'intérêts, le taux sera l'Euribor, diminué de 2 % (DEUX POURCENT) l'an, applicable pour une période de 6 mois si le premier versement intervient plus de 135 jours avant la Date d'Échéance, ou applicable pour une période de 3 mois si le premier versement intervient entre 135 jours et 60 jours avant la Date d'Échéance, ou enfin applicable pour une période de 1 mois si le premier

versement intervient moins de 60 jours avant la Date d'Echéance. L'Euribor sera celui constaté deux Jours Ouvrés avant le lendemain de la date de premier versement.

Le Prêteur informera par écrit l'Emprunteur de l'Euribor applicable à chaque nouvelle période d'intérêt et du taux du Crédit pour cette nouvelle période, au plus tard cinq jours calendaires après le début de la période d'intérêts.

B/ L'Emprunteur aura l'option dans les conditions indiquées ci-après de demander un taux fixe. Le taux fixe sera déterminé par échanges de lettres dont les modèles sont joints en Annexe.

Ces intérêts seront calculés dans les conditions précisées à l'article 4 des Dispositions Générales. La périodicité des échéances demeurera inchangée.

3°/ Conversion de Taux

A/ Conversion de Taux automatique à la fin des versements

Une fois le Crédit entièrement versé, le taux révisable sera converti en taux fixe au plus tard à la Date de Fixation de Taux suivant la Date Limite de Versement des Fonds ou la date du dernier versement épuisant le Crédit ou de l'annulation du solde non décaissé du Crédit à la demande de l'Emprunteur.

A cet effet, le Prêteur informera l'Emprunteur du taux fixe applicable au Crédit par l'envoi de la lettre sur le modèle de la lettre figurant en annexe III- 2. L'Emprunteur pourra accepter ce taux fixe par retour signé de la lettre dans les cinq Jours Ouvrés suivant la Date de Fixation de Taux.

Ce taux fixe sera égal au Taux Fixe de Référence majoré ou diminué de la variation du Taux Index entre sa valeur initiale telle que définie à l'article 2-1°/ et sa valeur à la Date de Fixation de Taux de cette Conversion de Taux.

Si l'Emprunteur n'accepte pas le taux fixe applicable, le Crédit continuera à porter intérêt à taux révisable.

B/ Conversion de Taux à la demande de l'Emprunteur

L'Emprunteur aura la faculté de demander à ce que, pendant la période de versement des fonds ou pendant la période de remboursement, s'il est resté à taux révisable, le Crédit porte intérêt à un taux fixe qui sera déterminé à une Date de Fixation de Taux immédiatement postérieure à la date de réception de la demande de Conversion de Taux, sous réserve que ladite date de réception soit antérieure de deux Jours Ouvrés au moins à la Date de Fixation de Taux. A cet effet, l'Emprunteur adressera au Prêteur une lettre de demande de Conversion de Taux dont le modèle est joint en annexe IV - 1.

Le Prêteur informera l'Emprunteur du taux fixe applicable au Crédit dans les cinq Jours Ouvrés suivant la Date de Fixation de Taux par l'envoi de la lettre sur le modèle de la lettre figurant en annexe III-2 ou annexe IV– 2 selon les cas.

Ce taux fixe sera déterminé par le Prêteur dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'article 2 - 2°/ paragraphe B ci-dessus.

Cette faculté ne pourra être exercée que pour un montant au moins égal à 3 000 000 (trois millions) d'Euros. Il est précisé que les Dates d'Échéance ne seront pas modifiées, que la demande de Conversion de Taux est irrévocable et que celle-ci se fait sans frais.

L'Emprunteur pourra indiquer, dans sa demande de Conversion de Taux, le taux d'intérêt fixe maximum au-delà duquel sa demande devra être considérée comme annulée.

La date d'effet du changement de taux est le lendemain de la Date de Fixation de Taux à laquelle s'opère cette Conversion de Taux.

4°/ Plafond sur taux d'intérêt (Cap)

Pour le cas où l'Emprunteur conserverait un taux d'intérêt révisable après la période de versement des fonds, il est précisé que ce taux d'intérêt révisable sera plafonné pendant toute la période de remboursement du Crédit au taux maximum de 6,27% tel que le Crédit puisse constituer un crédit d'Aide Publique au Développement au sens de l'OCDE.

Article 3. - Remboursement -

L'Emprunteur remboursera au Prêteur le principal des sommes qui auront été mises à sa disposition en 26 (vingt-six) échéances semestrielles égales, exigibles et payables aux Dates d'Échéance.

La première échéance sera exigible et payable le 31 octobre 2016 et la dernière le 30 avril 2029.

Après versement de la totalité du Crédit, sous réserve des éventuelles réductions du Crédit en application de l'article 3 - 2°/ des Dispositions Générales, le Prêteur adressera à l'Emprunteur le tableau d'amortissement dudit Crédit. Ce tableau sera établi en supposant un paiement à bonne date des sommes dues.

Article 4. - Remboursement anticipé -

Conformément à l'article 10 - 1°/A des Dispositions Générales de la Présente Convention, les remboursements anticipés ne sont pas autorisés jusque et y compris la date du 30 avril 2019.

Par ailleurs, l'article 10 – 4°/ des Dispositions Générales est remplacé comme suit :

« 4°/ L'indemnité compensatoire est également due si le Prêteur prononce l'exigibilité anticipée du Crédit dans les conditions prévues à l'article 16 des Dispositions Générales et/ou si les reversements au Prêteur sont considérés, aux termes de la Présente Convention comme un remboursement par anticipation, quelle que soit la date à laquelle cet événement intervient ».

TITRE II - MODALITES D'UTILISATION DU CREDIT -

Article 5. - Affectation des fonds -

Les fonds seront exclusivement affectés au refinancement des Prêts consentis par les People's Credit Funds selon les modalités définies en Annexe I.

Article 6. - Mécanisme de financement du Projet -

Les fonds seront mis à disposition par l'Emprunteur au CCF sous forme de prêts, dont les conditions seront précisées par un Accord de Rétrocession.

Article 7. - Conditions suspensives au versement des fonds -

(a) Le premier versement des fonds sera subordonné à la réalisation des conditions suspensives prévues à l'article 1 des Dispositions Générales, ainsi qu'à la réalisation des conditions suivantes :

- Transmission d'un avis juridique émanant des services qualifiés de l'Emprunteur selon le modèle joint en Annexe V ;
- Signature de la convention CVN 6014 02 G relative au Projet ;
- Remise d'une copie (certifiée conforme) de l'Accord de Rétrocession des fonds du Projet signé entre l'Emprunteur et CCF ;
- Transmission par CCF au Prêteur de la composition et de l'organisation du Comité de projet, prévu en Annexe I; et validation par le Prêteur du guide de procédure de décaissement ;
- Attestation du CCF de la mise en œuvre effective des règles de lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme du CCF, conformément aux recommandations du GAFI et de l'obligation de n'entrer en relations d'affaires avec aucune des personnes, groupes ou entités figurant sur les listes de sanctions financières et commerciales adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et la France ;

(b) Le second Versement des fonds sera subordonné à la réalisation des conditions suivantes :

- Justification de l'usage des fonds décaissés au titre du premier Versement dans des conditions jugées satisfaisantes par le Prêteur ;
- Remise au Préteur et validation par celui-ci du Plan de Mise à Niveau Environnemental et Social – PMNES, défini en Annexe II ;

(c) Les Versements suivants seront subordonnés à la réalisation des conditions suivantes :

- Justification de l'usage des fonds décaissés au titre du Versement précédent dans des conditions jugées satisfaisantes par le Prêteur ;
- Remise au Préteur par le CCF de l'état d'avancement de sa politique de Responsabilité Environnementale et Sociale et du calendrier de réalisation des prochaines étapes.

Article 8. - Présentation des demandes de versement des fonds -

Les demandes de versement seront adressées par l'Emprunteur au représentant du Prêteur à Hanoi.

Préalablement à la première demande l'Emprunteur communiquera au Prêteur le nom et la qualité de la, ou des, personnes qui seront habilitées à signer en son nom et à contresigner les demandes de versement ainsi que le spécimen de leur signature. En cas de changement, l'Emprunteur informera le Prêteur et lui communiquera les nouveaux éléments habilitant les nouvelles personnes signataires.

De même, l'Emprunteur demandera au CCF de communiquer au Prêteur le nom et la qualité de la ou des personnes qui seront habilitées à viser en son nom les documents afférents au dossier de versement ainsi que le spécimen de leur signature.

Article 9. - Modalités de versement des fonds -

L'Article 2 des Dispositions Générales est remplacé par le texte suivant :

Les fonds seront versés à l'Emprunteur sous forme de Versements dans les conditions prévues à l'article 2 des Dispositions Générales et au présent article.

Un premier Versement d'un montant de maximum 6 000 000 (six millions) d'Euros sera versée sous forme d'avance par le Prêteur à l'Emprunteur ; les Versements suivants pourront porter sur des montants compris entre 3 (trois) et 12 (douze) millions d'Euros.

Les Versements suivants, à partir du second, seront réalisés après justification de l'usage de la totalité des fonds décaissés au titre du Versement précédent suivant les critères du projet, définis à l'Annexe I et dans des conditions jugées satisfaisantes par le Prêteur.

La justification de l'usage des fonds du dernier Versement devra être transmis au Prêteur dans un délai de six mois suivant le Versement.

Article 10. - Date Limite de Versement des Fonds -

La Date Limite de Versement des Fonds est fixée au 31 décembre 2013 étant précisé que la dernière demande de versement des fonds devra parvenir au Prêteur au plus tard 15 jours avant la Date Limite de Versement des Fonds.

Au cas où cette demande serait effectuée dans le mois précédant la Date Limite de Versement des Fonds, elle devra être adressée à l'AFD par lettre recommandée avec accusé de réception du Prêteur.

Article 11. - Exécution et suivi du Projet -

L'Emprunteur s'engage à faire en sorte que le CCF mette en place les moyens de suivre les indicateurs de résultat définis par le Prêteur :

- Nombre de personnes concernées par les opérations de crédit ;
- Nombre d'entreprises bénéficiaires ;
- Montant des investissements accompagnés ;
- Montant des investissements dans le secteur rural ;
- Nombre de prêts déboursés avec le Crédit
- Encours brut de prêts financés par le Crédit
- Montant d'impayés parmi l'encours brut de prêts financés par le Crédit

Article 12. - Suivi du CCF :

L'Emprunteur s'assurera, sans préjudice à l'Article 14 des Dispositions Générales, que le CCF fasse en sorte de :

a) porter à la connaissance du Prêteur toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement la réalisation ou l'exploitation du Projet,
b) informer le Prêteur de toute modification statutaire dont la loi prescrit la publication ainsi que de toute transaction qui aboutirait à un changement de propriété portant sur 5 % ou plus de son capital ou à un changement de son contrôle, direct ou indirect,
c) informer le Prêteur de toute modification de l'organisation institutionnelle de son secteur d'activité, sans préjudice de l'article sur l'exigibilité anticipée,

d) transmettre au Prêteur, annuellement, dans un délai raisonnable suivant la clôture de chaque exercice, pour lui-même (le CCF) et pour le réseau des PCFs : les comptes, rapports annuels, rapports d'audit externe, éventuels rapports d'inspection de la Banque Centrale, la note qui lui serait éventuellement attribuée par une Agence de notation,

e) transmettre au Prêteur, à sa demande :
   - l'ensemble des états semestriels, notamment prudentiels, transmis à la Banque Centrale,
   - toutes informations complémentaires sur (i) la situation des comptes du CCF ou du réseau des PCFs et de son activité, telles que la décomposition de son encours par secteur et par terme, la division des risques, l'analyse de ses ressources par origine et par terme, la situation des ressources et engagements (y compris les engagements hors bilan), dans le cas où les informations ne figureraient pas dans les états semestriels visés au a) de l'Article 14 des Dispositions Générales de la présente convention, (ii) ses méthodes, règles et procédures de comptabilisation, la grille de délégation des crédits.

TITRE III - ENGAGEMENTS ET DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13. - Autorisation de transfert -

1°/ L'Emprunteur confirme, en tant que de besoin, que toutes sommes dues au Prêteur en exécution de la Présente Convention, tant en principal qu'en intérêts, intérêts de retard et moratoires, indemnités compensatoires de remboursement anticipé et frais accessoires, seront librement transférables.

Il est entendu que cette autorisation de transfert s'applique également, à toutes sommes qui seraient dues au Prêteur, en application de la Présente Convention, à quelque titre que ce soit.

Cette autorisation restera en vigueur jusqu'au complet remboursement de toutes sommes dues au Prêteur sans qu'il soit nécessaire d'établir un acte la confirmant dans le cas où le Prêteur serait amené à proroger les dates de remboursement des sommes prêtées.

2°/ L'Emprunteur s'engage à prendre toutes mesures pour disposer en temps utile des Euros nécessaires à l'exécution de la présente autorisation de transfert.

3°/ L'Emprunteur autorise le Prêteur à effectuer des versements directement en France ou dans tout autre pays, dans les conditions prévues par la Présente Convention et conformément au statut du Prêteur au Vietnam.

Article 14. – Déclaration et Engagements particuliers

1. L'Emprunteur déclare et garantit que :

- il a été valablement autorisé à emprunter aux conditions fixées dans la Présente Convention ;
- la signature et l'exécution de la Présente Convention ne constitueront aucune violation ou manquement à aucun contrat auquel il est partie ou à aucun traité, loi ou règlement en vigueur au Vietnam ;
- la réalisation du Projet suit la règlementation et les procédures en vigueur ;
- Les sommes investies dans le financement du Projet ne proviennent pas d'activités illicites au regard du droit français et du droit vietnamien et, notamment, sans que cette liste soit limitative ne sont pas en rapport avec le trafic de stupéfiants, la fraude aux intérêts financiers des Communautés européennes,

la corruption, les activités criminelles organisées ou le terrorisme. L'Emprunteur s'engage à avertir, sans délai, le Prêteur au cas où il aurait connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur le caractère illicite au regard du droit français et du droit local des dites sommes.

2. Acte de Corruption, lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :

L'Emprunteur s'engage :

- A ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen du Crédit) n'a donné lieu à aucun Acte de Corruption, défini comme le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un Agent Public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ; et le fait pour un Agent Public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- A s'assurer que le CCF n'utilise les fonds ainsi rétrocédés qu'au financement du Projet dans les conditions prévues à la présente Convention ;
- A respecter et à faire respecter par le CCF et les PCF, pendant toute la durée du Crédit, les dispositions suivantes en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme :
    - appliquer à leurs clientèles des règles de mise en œuvre de l'obligation de vigilance conformes aux normes GAFI,
    - ne pas entrer en relation d'affaires avec des personnes ou des entités figurant sur les listes des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France en matière d'embargo et de lutte contre le terrorisme,
    - transmettre au Prêteur, à la demande du Prêteur, les informations, y compris les données nominatives, si elles viennent à changer, concernant l'identité de chacun des Clients Bénéficiaires et Bénéficiaires Effectifs,
    - autoriser le Prêteur à vérifier ou faire vérifier la manière dont l'Emprunteur et le CCF s'acquittent de leur obligation de vigilance à l'égard des Clients Bénéficiaires.

3. Attribution et passation des marchés :

L'article 11 « Attribution et passation des marchés » des Dispositions Générales est modifié de la façon suivante :

Chaque PCF s'engage à introduire dans chaque contrat de Prêt conclu avec un Client Bénéficiaire des clauses par lesquelles :

- le Client Bénéficiaire s'engage à contracter pour l'exécution des travaux ou des prestations de services nécessaires à la réalisation du Projet avec des entreprises présentant des garanties à tous égards suffisantes quant à leur aptitude à les mener à bien, étant entendu qu'aucune exception résultant des contrats conclus ne pourra être opposée au Prêteur ;
- le Client Bénéficiaire déclare *« qu'il n'a commis aucun acte susceptible d'influencer le processus de réalisation du Projet au détriment de l'Emprunteur et notamment qu'aucune Entente n'est intervenue et n'interviendra »* ;
  Entente désigne les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, y compris par l'intermédiaire direct ou indirect d'une société du groupe implantée

dans un quelconque pays, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elles tendent à :

- limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises,
- faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse,
- limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement.

- le Client Bénéficiaire déclare que « *la négociation, la passation et l'exécution du contrat n'a pas donné lieu et ne donnera pas lieu à un Acte de Corruption tel que défini par la Convention des Nations Unies contre la corruption en date du 31 octobre 2003* » ;

- le Client Bénéficiaire autorise l'Emprunteur à communiquer les pièces justificatives sur les conditions d'exécution de ces contrats au Prêteur si celui-ci en fait la demande ;

Le Prêteur se réserve le droit de suspendre, d'annuler les versements de fonds au titre du Projet et de prononcer l'exigibilité anticipée du Crédit si un Acte de Corruption, tel que défini à l'article 14.2 est constaté à toute étape de la procédure de passation des contrats au titre du Projet.

4. Responsabilité Environnementale et Sociale :

Afin de promouvoir un développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect des normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement.

A cet effet, en cohérence avec les lois et règlements applicables au Viet Nam, le réseau des PCFs/CCF doit respecter ces normes sociales et environnementales dans la conduite de ses affaires et doit également demander à ses Clients Bénéficiaires qu'ils appliquent ces mêmes normes dans la conduite de leurs propres affaires.
Afin de respecter ces normes environnementales et sociales, l'Emprunteur s'engage à ce que le CCF ainsi que l'ensemble des établissements du réseau des PCFs/CCF élabore et applique une politique de responsabilité environnementale et sociale, selon le mode opératoire défini à l'Annexe II. Cette politique se décline :

- en une liste d'exclusion mentionnant les projets que le réseau s'engage à ne pas financer ;
- en une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets financés par les établissements du réseau ; et
- en une démarche de responsabilité sociale interne (« RSI »).

Article 15. - Taux effectif global –

Pour répondre aux prescriptions légales françaises et permettre à l'Emprunteur de connaître le coût réel du Crédit, il est précisé, à titre indicatif, en supposant un versement des fonds à la date de signature de la Présente Convention et donc un taux d'intérêt, fixé le 9 novembre 2009 de 1,88% (un virgule quatre vingt huit pour cent) l'an, que le taux effectif global annuel serait de 1,92% (un virgule quatre vingt douze pour cent) et le taux effectif global semestriel serait de 0,96% (zéro virgule quatre vingt seize pour cent). Ce taux est valable pour le semestre au cours duquel intervient la signature de la Présente Convention.

Article 16. - Circonstances nouvelles -

L'article 18 « Circonstances nouvelles » des Dispositions Générales est remplacé et modifié comme suit :

En cas de survenance de tout événement ou mesure de nature exceptionnelle (y compris une mesure fiscale, monétaire, financière ou bancaire, que ladite mesure soit française, européenne ou vietnamienne) susceptible de rendre illégale ou impossible l'exécution de la Présente Convention, ou d'entraîner un surcoût significatif à la charge du Prêteur, ou encore, d'influencer défavorablement l'accès aux marchés des capitaux nationaux ou internationaux, le Prêteur notifiera immédiatement la survenance d'une telle circonstance nouvelle à l'Emprunteur. Aucun versement ne pourra plus avoir lieu à compter de la notification.

L'Emprunteur et le Prêteur se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution de la Convention dans le respect de la légalité.

Si aucune solution n'a pu être trouvée dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception par l'Emprunteur de la notification ci-dessus mentionnée, le Prêteur notifiera à l'Emprunteur la fin des obligations au titre de la Convention et demandera le remboursement immédiat de toutes les sommes dues par l'Emprunteur majorées des éventuels surcoûts significatifs supportés du fait de la circonstance nouvelle, si celle-ci est imputable directement ou indirectement au Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam.

Article 17. - Élection de domicile -

Pour l'exécution des clauses et conditions de la Présente Convention, les parties font élection de domicile, à savoir :

Le Prêteur en son siège
5 rue Roland Barthes, 75598 Paris cedex 12
Télécopie 01 53 44 37 99, Téléphone 01 53 44 31 31

L'Emprunteur à Hanoi
28 Tran Hung Dao
Ha Noi – Vietnam
Télécopie 04 22 20 80 20, Téléphone 04 22 20 28 28
où tous actes de procédure pourront leur être valablement signifiés.

Article 18. - Timbre et enregistrement -

Les frais de timbre et les droits afférents à l'enregistrement de la Présente Convention au Vietnam seront à la charge de l'Emprunteur si cette formalité est requise par les parties ou l'une d'elles.

Fait en six exemplaires originaux,
trois originaux en langue française et
trois originaux en langue vietnamienne.

à Hanoi, le 12 novembre 2009

L'Emprunteur,
Monsieur NGUYEN Cong Nghiep
Premier Vice-ministre des finances

Le Prêteur,
Monsieur Jean-Michel SEVERINO
Directeur Général de l'AFD

Cosignataire, son Excellence, Monsieur Hervé BOLOT Ambassadeur de France au Vietnam

Annexe I - Description

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE :

Finalité

Le Projet a pour finalité le développement en priorité des investissements du secteur rural, un secteur économique central pour l'économie vietnamienne.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du Projet sont (i) de soutenir la montée en puissance des activités des People's Credit Funds - PCFs, (ii) de soutenir l'élargissement de l'offre de crédit des PCFs au crédit à moyen et long termes et (iii) de participer au renforcement de capacités du réseau.

Intervenants et mode opératoire

Le réseau des PCFs est un petit réseau bancaire mutualiste, actif dans le monde rural, dont la création a été largement soutenue par le réseau canadien Desjardins. Les PCFs sont en général créés à l'initiative d'agriculteurs, pour fournir un service bancaire (dépôt et crédit court terme, de type microcrédits) à leurs clients-sociétaires dans les zones rurales qui ne sont pas desservies par les groupes bancaires nationaux (BVADR-Agribank et VBSP-Banque des Politiques Sociales notamment). Le réseau compte aujourd'hui près de 1 000 établissements implantés dans quasiment toutes les provinces du Vietnam. Il dispose d'une part de marché limitée (1,9% des crédits distribués dans le pays), mais touchait quelque 1,2 million de bénéficiaires à fin 2007.

Le bénéficiaire primaire du Projet de l'AFD sera le Central Credit Fund (CCF), l'établissement de refinancement du réseau mutualiste des PCFs.

Le groupe, encore en évolution, comprend également l'Association des PCFs, qui est amenée à devenir l'organe de coordination et de direction du réseau, à l'instar d'autres réseaux mutualistes similaires.

Contenu du Projet

Le Projet consiste d'une part, en un prêt souverain concessionnel de 30 millions d'euros au Ministère des Finances vietnamien, qui fait l'objet de la présente convention. Le Ministère des Finances rétrocèdera les fonds au CCF.
Ces fonds seront eux-mêmes reprêtés par le CCF exclusivement aux PCFs afin de refinancer une nouvelle offre de crédit de prêts d'investissement à moyen long terme aux entreprises et entrepreneurs privés du secteur rural.

Le Projet comprend également une composante de renforcement de capacités des PCFs financée par une subvention, qui fait l'objet du concours CVN6014 02, et destinée à renforcer leurs compétences dans l'analyse de risque et le développement de cette nouvelle activité de crédit à moyen-long terme.

2. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

En cohérence avec les objectifs du projet présentés ci-dessus, les fonds du prêt de l'AFD seront exclusivement destinés à refinancer les crédits consentis par les PCFs.

1.1. Critère sur les PCFs :
Seront éligibles au Projet de l'AFD les PCFs répondant aux critères suivants :

(a) Avoir un an au minimum d'existence,
(b) Disposer d'un niveau de dépôts supérieur à 500 millions de VND,
(c) Disposer de règles de lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme conformes aux standards internationaux du GAFI,
(d) S'engager à entrer dans un processus de mise à niveau de ses règles environnementales et sociales.

Seront exclus du Projet les PCFs implantés dans les centres-villes des grosses agglomérations suivantes : Ha Noi, Ho Chi Minh Ville, Hai Phong, Can Tho, Da Nang.

1.2. Critères sur les Clients Bénéficiaires :
Seront éligibles au projet les crédits consentis aux :
(a) entreprises, ménages et particuliers,
(b) membres des PCFs,
(c) des secteurs agricole et du développement rural.

1.3. Critères sur les crédits aux clients bénéficiaires finaux :
Seront refinançables par le Projet de l'AFD les crédits répondant aux caractéristiques suivantes :
(a) taille maximum : contrevaleur de 50 000 euros,
(b) maturité : de 1 an à 10 ans,
(c) ces crédits seront consentis par les PCFs à des conditions déterminées par PCF et CCF.

1.4. Conditions des prêts entre le CCF et les PCFs :

Les fonds reprêtés par le CCF aux PCFs seront assortis d'un taux d'intérêt égal au taux de rétrocession des fonds par le Ministère des Finances majoré d'une marge, définie pour chaque province suivant une liste qui figurera dans le guide de procédures et de décaissement, en fonction de leur caractère plus ou moins prioritaire dans le développement du secteur rural vietnamien.

1.5. Limites de concentration :
En outre :
(a) Chaque agence régionale du CCF ne pourra se voir attribuer plus de 10% du montant total de la présente ligne de crédit,
(b) Chaque PCF ne pourra bénéficier de plus de 1% du montant total de la présente ligne de crédit.

3. FONDS REVOLVING

Les fonds issus du remboursement des Prêts seront centralisés dans un fonds revolving et reprêtés aux PCFs et aux Clients Bénéficiaires selon des critères qui seront spécifiés dans le guide de procédures et de décaissement.

4. GUIDE DE PROCÉDURES ET DE DÉCAISSEMENT

En sus de la convention de crédit qui sera signée entre le Prêteur et l'Emprunteur, un guide de procédures et de décaissement sera rédigé afin de préciser les modalités de mise en œuvre opérationnelle du Projet.

5. COMITÉ DE PROJET

Un comité de projet sera constitué afin d'en assurer la mise en place et le suivi. Il comprendra un responsable des Enjeux Environnementaux et Sociaux du Projet. Sa constitution est une condition suspensive au premier versement des deux concours du Projet.

Annexe II – Plan de Mise à Niveau Environnemental et Social

Le Prêteur apportera un soutien au CCF pour la production d'une étude menant à la définition d'un plan de mise à niveau environnemental et social au sein du réseau.

Cette étude sera financée par (i) le Prêteur à hauteur de 50 000 Euros maximum et (ii) une contribution de l'Emprunteur, y compris sous forme de mise à disposition de moyens et/ou de personnel, pour 25% environ du budget total.

L'étude sera structurée de la façon suivante :

- Mise à disposition d'un consultant spécialisé, pour aider le réseau à définir sa politique et ses procédures RSE, en charge de mener l'étude qui définira les étapes du plan de mise à niveau environnementale et sociale du réseau,
- Formation de formateurs, responsables de la formation des chargés de crédit concernés dans chaque PCF,
- Planning progressif de mise en œuvre de la politique et des procédures : à appliquer en priorité aux PCFs bénéficiaires du projet de l'AFD et à étendre progressivement à l'ensemble des établissements.

La mise en œuvre de cette composante fait l'objet de conditions suspensives aux Versements du présent Projet, définies à l'Article 7. de la présente Convention. Ces conditions suspensives seront composées des actions suivantes :

Condition suspensive au second Versement :

- Travail avec le consultant ;
- Etude sur les pratiques actuelles et des risques Environnementaux et sociaux ;
- Définition du Plan de Mise à Niveau Environnementale et Sociale.

Condition suspensive au troisième Versement :

- définition de la politique et des procédures RSE du réseau ;
- définition des outils RSE avec les PCFs ;
- formation de formateurs.

* * *

Annexe III - 1 Modèle de Lettre de Demande de Versement

A adresser par l'Emprunteur à l'AFD

(la lettre de demande doit être impérativement reçue par l'AFD deux Jours Ouvrés entiers avant la Date de Fixation de Taux)

OBJET : Convention d'ouverture de crédit n° CVN 6014 01 signée le _____.

.....

Par convention signée le _____ à _____, l'AFD nous a ouvert un Crédit d'un montant de 30 000 000 Euros.

Nous sollicitons par la présente un versement selon les caractéristiques suivantes :

Montant : _____ Euros

Taux d'intérêt : déterminé conformément aux dispositions de l'article 2 des Dispositions Particulières de la convention visée ci-dessus à [taux révisable] [taux fixe].

J'ai bien noté que vous me confirmeriez par écrit le taux applicable pour ce versement.

(Si Taux fixe) [Les fonds devront être versés dans les cinq Jours Ouvrés à compter de la Date de Fixation de Taux applicable à cette demande. Cependant, si le taux fixe de ce Versement devait excéder le taux de _____ % (___) l'an, vous voudrez bien considérer la présente demande comme annulée.]

Annexe III – 2 Modèle de Lettre de Confirmation de Versement

(Lettre adressée par l'AFD à l'Emprunteur en recommandé avec accusé de réception ou remise contre décharge, dans les 5 Jours Ouvrés de la Date de Fixation du taux)

OBJET : Convention d'ouverture de crédit n° CVN 6014 01 signée le _____

Réf. : Votre lettre du _____

.....,

Vous m'avez indiqué par votre correspondance du _____ que vous souhaitiez que le versement de _____ Euros et que vous acceptiez le taux qui serait applicable à la Date de Fixation de Taux, dans les conditions déterminées dans la convention visée en objet.

En conséquence, les caractéristiques de ce versement sont les suivantes :

Montant : _____ Euros

Taux d'intérêt à cette date : [Euribor - ___ % l'an], [___ % l'an [1]]

Taux effectif global semestriel : ___%

Taux effectif global annuel : ___%

[Pour information [2] :

Date de Fixation de Taux : le _____

Taux Fixe de Référence : _____ % l'an
Taux Index de référence : _____
Taux Index à la Date de Fixation : _____]

.....

1 Si taux fixe
2 Si taux fixe

Annexe IV - 1 Modèle de Lettre de Demande de Conversion de Taux

OBJET : Conversion du taux d'intérêt révisable en taux d'intérêt fixe
Numéro du Crédit : CVN 6014 01

Monsieur,

Le Crédit visé en objet porte intérêt à un taux révisable. Veuillez convertir ce taux révisable en taux fixe dans les conditions prévues à la convention d'ouverture de crédit signée le ..... entre l'AFD et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam.

Les caractéristiques du Crédit sont les suivantes :

- Date de Fixation de Taux :
- Montant de la Conversion : _____ Euros
- Taux maximum au-delà duquel la présente demande doit être considérée comme annulée :_____ % l'an.

Annexe IV - 2- Modèle de Lettre de Confirmation de Conversion de Taux

OBJET : Conversion du taux d'intérêt révisable en taux d'intérêt fixe
Numéro du Crédit CVN 6014 01

Monsieur,

En réponse à votre Lettre de Demande de Conversion de Taux en date du ....., j'ai l'honneur de vous confirmer, par les présentes, le nouveau taux d'intérêt applicable au Crédit ouvert par l'Agence Française de développement en application de la convention conclue le _____

En conséquence, le taux prévu à l'article 2 de la convention est modifié à compter du _____ (date d'effet) de la façon suivante par

taux d'intérêt :_____ % l'an
taux effectif global annuel :_____%
taux effectif global [semestriel] [trimestriel]

Pour information :

Montant de la Conversion : _____ Euros
Date de Fixation de Taux :
Taux Fixe de Référence : _____ % l'an
Taux Index de référence : _____
Taux Index à la Date de Fixation : _____]

Toutes les autres dispositions de la Convention du _____ demeurent inchangées dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec celles du présent avenant.

Vous voudrez bien me marquer votre accord sur les termes de cette lettre valant avenant à la convention en m'en retournant l'un des exemplaires, daté et dûment revêtu de votre signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé - Bon pour accord".

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris le .....

Annexe V - Modèle d'Avis juridique

OBJET : Examen de la validité :

- de la convention d'ouverture de crédit n° _____d'un montant de _____ Euros, datée du _____ entre l'Agence Française de Développement et _____ pour le financement de _____.

Je soussigné

agissant en qualité de _____

après avoir examiné la convention d'ouverture de crédit visée en objet et ses annexes, ainsi que les documents nécessaires à l'établissement de la présente opinion, rends l'opinion juridique suivante :

La décision d'emprunt, en date du _____, prise en vertu de _____ que j'ai examinée autorisant le recours par le Gouvernement à l'emprunt susvisé a été valablement prise, conformément aux dispositions légales en vigueur au Vietnam.

La convention est, dans toutes ses dispositions, conforme à l'ordre public international de _____ et l'absence d'enregistrement de cette convention n'affecte pas sa validité.

En conséquence, les obligations contractées par le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam en vertu de cette convention, sont pleinement valables et l'engagent, sans restriction ni réserve.

Les pouvoirs en date du _____, que j'ai examinés, habilitant _____, en vertu de _____ à signer la convention d'ouverture de crédit au nom du Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, en qualité de _____, ont été valablement donnés.

En conséquence, la signature de _____ engage le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, sans restriction ni réserve, au regard de cette convention, ainsi que de toutes ses conséquences ultérieures.

DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I - MODALITES D'UTILISATION DU CREDIT -

Article 1 - Conditions suspensives du versement des fonds -

Le versement des fonds est subordonné à la remise au Prêteur des documents suivants :

1°/ En ce qui concerne le premier versement :

- les documents attestant que les organes sociaux des Co-financiers ont accordé les concours prévus dans le plan de financement précisé dans les Dispositions Particulières,
- la copie de l'acte de rétrocession signé dans le cas où le Crédit serait rétrocédé à un bénéficiaire.

2°/ En ce qui concerne chacun des versements, y compris le premier d'entre eux :

- les contrats, lettres de commandes ou marchés ainsi que le cas échéant les plans et devis préalablement transmis au Prêteur ainsi qu'il est dit à l'article 11 des Dispositions Générales et se rapportant aux versements sollicités.

En outre, le premier versement au titre de chaque contrat ou marché supérieur à 700.000 DTS est subordonné à la transmission au Prêteur des éléments d'identification des personnes physiques (identité, nationalité et domicile) et des personnes morales (dénomination sociale, siège social, identité des associés) attributaires des contrats ou marchés.

Article 2 - Modalités de versement des fonds -

Les fonds seront versés à l'Emprunteur selon les modalités suivantes :

1°/ Refinancement des dépenses payées par L'Emprunteur

Les fonds seront mis à la disposition de l'Emprunteur, à sa demande, par versements successifs et sur justification des dépenses payées par L'Emprunteur. Celui-ci sera tenu d'accompagner ses demandes de versement des pièces attestant que les dépenses ont bien été réglées.

Les pièces justificatives, telles que mémoires ou factures acquittées, pourront être présentées sous forme de photocopie ou de duplicata certifiés conformes à l'original par l'Emprunteur et devront mentionner les références et les dates des ordres de paiement. L'Emprunteur s'engage à ne pas se dessaisir des pièces originales et à les tenir à la disposition permanente du Prêteur.

Le Prêteur pourra, en outre, demander à l'Emprunteur tout document prouvant que l'investissement correspondant à ces dépenses a bien été réalisé.

2°/ Versements directs par le Prêteur aux entreprises

L'Emprunteur pourra demander au Prêteur d'effectuer des versements directs en faveur des entreprises concourant à la réalisation du Projet.

A cet effet, l'Emprunteur adressera au Prêteur toutes les instructions nécessaires pour permettre à ce

dernier d'effectuer les versements directs demandés. Ces instructions devront être accompagnées des mémoires, factures ou demandes d'acompte qui pourront être présentés sous forme de photocopie ou de duplicata certifiés conformes à l'original par l'Emprunteur.

Il est convenu que le Prêteur agira en qualité de mandataire de l'Emprunteur et qu'il n'aura à aucun moment à vérifier s'il existe un empêchement juridique aux versements demandés. Le Prêteur se réserve toutefois le droit de rejeter ces demandes de versement au cas où il aurait connaissance d'un tel empêchement ainsi que dans les cas prévus au paragraphe 1°/ de l'article 3 des Dispositions Générales.

L'Emprunteur décharge le Prêteur de toute responsabilité en ce qui concerne les versements ainsi effectués, et s'interdit tout recours contre lui. Il prendra à sa charge toutes les conséquences éventuelles des recours des tiers contre le Prêteur, relatives à l'exécution de ce mandat.

L'Emprunteur se reconnaît débiteur envers le Prêteur des sommes versées dans ces conditions ainsi que des intérêts produits par ces sommes à compter de la date de valeur de ces versements.

Dans la mesure où des acomptes seraient versés directement à l'entreprise au titre de marchés conclus pour la réalisation du Projet, l'Emprunteur s'engage dès à présent à déléguer l'établissement de crédit en faveur du Prêteur, si celui-ci en fait la demande, au titre de toute garantie bancaire de restitution qui les couvrirait.

Article 3. - Ajournement ou rejet des demandes de versement - Réduction du Crédit –

1°/ Ajournement – Rejet des demandes de versement

Le Prêteur se réserve le droit d'ajourner et éventuellement de rejeter définitivement toute demande de versement si l'un des cas d'exigibilité anticipée du Crédit visés à l'article 16 ci-dessous se réalise, si un Co-financier suspendait ses versements au titre du Projet ou si le CCF ne respectait pas l'un quelconque des engagements mis à sa charge dans la Présente Convention et souscrits envers l'Emprunteur aux termes de l'acte de rétrocession.

En outre, le Prêteur se réserve aussi cette faculté si la libre convertibilité et le libre transfert des remboursements et du paiement des intérêts et de toutes sommes dues au Prêteur, au titre du Crédit ou de tout autre crédit accordé par le Prêteur à l'Emprunteur sont remis en cause.

2°/ Réduction du Crédit

- Le Prêteur se réserve le droit de réduire le montant du Crédit dans le cas où les dépenses relatives au Projet seraient inférieures à celles prévues dans les Dispositions Particulières, sauf accord contraire des parties.

- L'Emprunteur aura la faculté de renoncer à l'utilisation de tout ou partie du Crédit. Il devra informer par lettre recommandée le Prêteur de sa décision d'exercer cette faculté.

- La fraction du Crédit qui n'aurait pas été versée à la Date Limite de Versement des Fonds sera annulée de plein droit, sauf prorogation de cette date convenue d'accord parties.

TITRE II - CONDITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES -

Article 4 – Calcul des intérêts

Pour le calcul des intérêts tels que décrits dans le présent article, quelle que soit leur nature, l'année sera considérée selon l'usage bancaire comme composée de 360 jours.

1°/ Intérêts sur le principal non échu

Les intérêts sont calculés sur le nombre réel de jours courus, au taux fixé à l'article " Intérêts " des Dispositions Particulières, entre le lendemain de la date de versement des fonds et la Date d'Échéance immédiatement postérieure ou entre le lendemain d'une Date d'Échéance et la Date d'Échéance suivante incluse.

2°/ Intérêts de retard sur toutes sommes échues et non réglées

Les intérêts de retard sur le principal échu et non réglé à la Date d'Échéance sont calculés au taux fixé à l'article " Intérêts " des Dispositions Particulières à partir du lendemain de ladite Date d'Échéance.

Les intérêts de retard sur les sommes dues au titre des indemnités compensatoires de remboursement anticipé et de frais accessoires quelconques sont calculés au taux fixé à l'article " Intérêts " des Dispositions Particulières à partir du lendemain de leur date d'exigibilité.

3°/ Intérêts moratoires s'ajoutant aux intérêts de retard.

Les intérêts moratoires sont calculés sur les montants en principal, indemnités compensatoires de remboursement anticipé, frais et accessoires quelconques non réglés à leur date d'exigibilité au taux de 3% (trois pour cent) l'an. Ils commenceront à courir sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure de la part du Prêteur trente jours calendaires après cette date et devront être réglés aux dates mentionnées à l'article 8 " Dates d'exigibilité " ci-dessous.

Les intérêts non réglés à leur date d'exigibilité produiront à leur tour intérêts de retard au taux fixé à l'article " Intérêts " des Dispositions Particulières lorsqu'ils seront dus pour une année entière. Ils seront calculés à partir du 365ème (trois cent soixante-cinquième) jour calendaire après la date d'exigibilité.

Les intérêts non réglés à leur date d'exigibilité produiront à leur tour intérêts moratoires au taux de 3% (trois pour cent) l'an lorsqu'ils seront dus pour une année entière. Ils seront calculés à partir du 365ème (trois cent soixante-cinquième) jour calendaire après la date d'exigibilité.

Article 5 - Frais accessoires -

1°/ Seront considérés comme frais accessoires à la charge de l'Emprunteur :

a) les frais réglés par le Prêteur résultant de la conclusion et de l'exécution de la Présente Convention, notamment les droits de timbre et d'enregistrement ainsi que le cas échéant les frais afférents à une consultation juridique et à la délivrance d'opinions juridiques du Vietnam satisfaisantes pour le Prêteur, concernant le montage et la mise en place du Projet,

b) les commissions et frais de transfert éventuels afférents aux fonds versés à l'Emprunteur ou pour le compte de l'Emprunteur entre la place de Paris et toute autre place déterminée en accord avec le Prêteur, ainsi que les commissions et frais de transfert éventuels afférents au paiement de toutes sommes dues au titre du Crédit. Il est précisé qu'actuellement les versements effectués en Euros par le Prêteur sur un compte bancaire domicilié en France sont exonérés de frais et commission,

c) les frais de procédures et honoraires d'avocats éventuels engagés par le Prêteur et rendus nécessaires pour le recouvrement des sommes dues par l'Emprunteur,

d) tous impôts, taxes ou droits quelconques dus localement, existant à la date de signature de la Présente Convention ou créés ultérieurement que le Prêteur aurait à supporter en raison de l'octroi du Crédit et de la perception des intérêts.

Ne seront pas considérés comme frais accessoires à la charge de l'Emprunteur, les impôts, taxes ou droits quelconques dus en France.

2°/ Les frais accessoires à la charge de l'Emprunteur qui seraient réglés par le Prêteur seront portés au débit du compte de l'Emprunteur. Ils feront l'objet d'une information à l'Emprunteur par transmission d'un justificatif.

Ils devront être réglés aux dates mentionnées à l'article 8 ci-dessous.

Article 6 - Lieu de réalisation et de service du Crédit -

1°/ La monnaie de paiement du Crédit est l'Euro.

2°/ La place de réalisation et de service du Crédit est PARIS.

Les fonds seront virés par le Prêteur à tout compte bancaire à PARIS qui aura été désigné à cet effet par l'Emprunteur.

Les sommes réglées par l'Emprunteur seront virées au compte :

n° 30 001 00064 00000040053 64 (code RIB)
n° 30001000640000004005364-FR-76 (code Iban)

ouvert par le Prêteur chez la Banque de France (Agence Centrale) à PARIS.

L'Emprunteur s'engage à demander à la banque chargée des virements qu'elle répercute intégralement et dans l'ordre, les informations suivantes dans les messages d'envoi:

- Client donneur d'ordre : nom, adresse, numéro de compte
- Banque du donneur d'ordre
- Motif du paiement : nom du donneur d'ordre, du Projet, numéro de la convention.

3°/ Par dérogation aux paragraphes précédents et sous réserve de l'accord préalable du Prêteur, les fonds pourront être versés à l'Emprunteur sur une place de l'Etat dans lequel est réalisé le Projet ou toute autre place déterminée en accord avec le Prêteur ; ils seront versés chez tout établissement financier de cette place désigné par l'Emprunteur et, selon la demande de l'Emprunteur, soit en Euros sur un compte ouvert en Euros, soit pour la contre-valeur au jour du versement dans la monnaie ayant cours légal sur cette place, sur un compte ouvert en cette monnaie, soit enfin en devise convertible sur un compte ouvert en cette devise. Les taux de conversion sont ceux appliqués par la Banque de France au jour du versement.

Toujours par dérogation aux paragraphes précédents, sous réserve de l'accord préalable du Prêteur, du respect par l'Emprunteur de l'engagement décrit au paragraphe 2°/ ci-dessus sur les instructions à donner à sa banque et si ledit Prêteur est autorisé par statut particulier à effectuer des mouvements de fonds localement par l'intermédiaire de son agence sur place, l'Emprunteur pourra régler sur la place de l'Etat dans lequel est réalisé le Projet les sommes dont il sera redevable dans la monnaie du Crédit, pour leur contre-valeur au jour du paiement en monnaie librement transférable et convertible; ces sommes seront virées chez tout établissement financier de cette place désigné par le Prêteur.

Article 7 - Règles de comptabilisation et dates de valeur -

1°/ Tous les mouvements de fonds sont effectués par virement.

2°/ Dans le cas où les mouvements de fonds sont effectués sur la place de Paris, ils sont inscrits au compte de l'Emprunteur dans les livres du Prêteur selon les modalités suivantes :

- les montants en principal versés par le Prêteur sont inscrits au débit, valeur date d'opération ; les frais accessoires réglés par le Prêteur sont inscrits au débit, valeur date d'exigibilité,

- les sommes seront réglées au Prêteur par virement et sont inscrites au crédit :

  - valeur date de la réception des fonds si le virement est crédité chez le Prêteur sur son compte à la Banque de France avant 10 heures du matin (heure de Paris).

  - à défaut, valeur lendemain Jour Ouvré de la réception des fonds sur le compte du Prêteur à la Banque de France.

3°/ Dans le cas où les mouvements de fonds sont effectués sur une place de l'Etat dans lequel est réalisé le Projet et si le Prêteur est autorisé par statut particulier à effectuer lesdits mouvements localement par l'intermédiaire de son agence sur place, ils sont inscrits au compte de l'Emprunteur dans les livres du Prêteur selon les modalités suivantes :

- les montants versés en principal sont inscrits au débit du compte de l'Emprunteur dans les livres du Prêteur, valeur date d'opération,

- les sommes réglées au Prêteur sont inscrites au crédit, valeur date de réception des fonds,

4°/ Dans le cas où les versements du Prêteur sont effectués sur une place de l'Etat dans lequel est réalisé le Projet et si le Prêteur n'est pas autorisé par statut particulier à effectuer lesdits mouvements localement par l'intermédiaire de son agence sur place, les montants versés en principal sont inscrits au débit du compte de l'Emprunteur dans les livres du Prêteur, valeur date d'exécution du transfert par la Banque de France.

5°/ Dans tous les cas, les intérêts échus sont inscrits au débit valeur Date d'Echéance.

Article 8 - Dates d'exigibilité

1°/ Toutes sommes dues au Prêteur en application de la Présente Convention, quelle que soit leur nature, sont exigibles et payables aux Dates d'Echéance.

2°/ Par dérogation au paragraphe précédent, les sommes suivantes seront exigibles :

a) Soixante-quinze jours calendaires fin de mois après :

- la Date d'Échéance, pour ce qui concerne les intérêts dus au taux du Crédit, sur les fonds qui seraient versés à l'Emprunteur dix jours, ou moins, avant la Date d'Échéance,

- leur règlement par le Prêteur pour le compte de l'Emprunteur, pour ce qui concerne les remboursements des frais accessoires s'ils sont supérieurs ou égaux à 1 500 Euros,

b) à la date du remboursement anticipé, pour ce qui concerne le paiement de l'indemnité compensatoire éventuellement due par l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé du Crédit.

3°/ Dans les cas ci-dessus :

- les dates de valeur de chaque opération seront déterminées en fonction des règles définies à l'article 7 ci-dessus ou le cas échéant dans les Dispositions Particulières,

- si une Date d'Echéance ou d'exigibilité tombe à une date qui n'est pas un Jour Ouvré, le règlement devra être effectué par l'Emprunteur le Jour Ouvré précédant immédiatement cette date.

Article 9 - Imputation des remboursements -

Les règlements effectués par l'Emprunteur au Prêteur s'imputeront sur les sommes exigibles par ordre d'ancienneté puis dans l'ordre de priorité suivant :

- frais accessoires,
- intérêts moratoires,
- intérêts de retard,
- intérêts,
- principal.

Les règlements effectués par l'Emprunteur seront imputés en priorité sur les sommes exigibles au titre du Crédit et dans l'ordre fixé à l'alinéa précédent.

Article 10 - Remboursements anticipés -

1°/ L'Emprunteur pourra effectuer des remboursements par anticipation de tout ou partie du Crédit dans les conditions suivantes :

a) Jusques et y compris la date fixée dans les Dispositions Particulières, le Crédit ne pourra pas être remboursé par anticipation.

b) Après cette date, l'Emprunteur aura la faculté de procéder au remboursement de tout ou partie du Crédit aux Dates d'Échéance et moyennant un préavis d'au moins trente jours calendaires avant une Date d'Échéance. Le montant remboursé par anticipation devra être égal à un nombre entier d'échéances en principal.

Crédit à taux fixe

Dans ce cas :

si le taux d'intérêt du Crédit majoré de l'Élément de Concessionnalité est inférieur ou égal au taux de réemploi défini ci-après, aucune indemnité n'est due.

si le taux du crédit majoré de l'Élément de Concessionnalité est supérieur au taux d'intérêt du placement de réemploi défini ci-après, le remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'Emprunteur au Prêteur d'une indemnité compensatoire égale à la différence actualisée qui s'établirait en défaveur du Prêteur entre les intérêts au taux du Crédit majoré de l'Élément de Concessionnalité que le Crédit aurait produits s'il n'y avait pas eu de remboursement anticipé, et ceux que produirait un placement de réemploi de même montant ayant le même échéancier de remboursement que la partie du Crédit ainsi remboursée par anticipation.

Le taux d'intérêt du placement de réemploi sera le taux de rendement de l'Obligation Assimilable du Trésor français à taux fixe dont la date de remboursement (maturité) sera la plus proche de la Durée Résiduelle Moyenne, calculée à la date du remboursement anticipé du Crédit ainsi remboursé par anticipation. Ce taux sera celui constaté à partir de 11h00, heure de Paris, cinq Jours Ouvrés avant la date du remboursement anticipé, sur les pages de cotations de l'Etablissement Financier de Référence.

Le taux d'actualisation sera égal au taux de rendement de l'Obligation Assimilable du Trésor français retenu ci-dessus. La date utilisée pour le calcul d'actualisation sera celle du remboursement anticipé.

Crédit à taux révisable

Le remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'Emprunteur au Prêteur d'une indemnité compensatoire égale à la valeur actuelle des intérêts au taux de 1,00 %, (un pour cent) appliqués à l'échéancier d'amortissement de la partie du Crédit remboursée par anticipation.

Le taux d'actualisation sera égal au taux de rendement de l'Obligation Assimilable du Trésor Français à taux fixe dont la date de remboursement (maturité) sera la plus proche de la Durée Résiduelle Moyenne, calculée à la date du remboursement, du Crédit ainsi remboursé par anticipation. Ce taux sera celui constaté à partir de 11h00, heure de Paris, cinq Jours Ouvrés avant la date du remboursement anticipé, sur les pages de cotations de l'Etablissement Financier de Référence.

La date utilisée pour le calcul d'actualisation sera celle du remboursement anticipé.

2°/ Le versement du remboursement et de l'indemnité aura lieu en date de valeur du jour d'échéance (ou le Jour Ouvré immédiatement précédent si le jour d'échéance n'était pas un Jour Ouvré).

3°/ Au cas où l'Emprunteur serait amené à rembourser par anticipation tout ou partie des sommes dues à un Cofinancier, le Prêteur se réserve le droit de demander que lui soient remboursées par anticipation dans une proportion équivalente, les sommes lui restant dues au titre du Crédit.

4°/ L'indemnité compensatoire est également due si le Prêteur prononce l'exigibilité anticipée du Crédit et/ou si les reversements au Prêteur sont considérés, aux termes de la Présente Convention comme un remboursement par anticipation, quelle que soit la date à laquelle cet événement intervient.

5°/ Les montants remboursés par anticipation seront imputés sur les dernières échéances de remboursement fixées par les Dispositions Particulières, en commençant par les plus éloignées.

TITRE III - EXECUTION ET SUIVI -

Article 11 - Attribution et passation des marchés

1°/ Sous réserve des dispositions du paragraphe 2°/ suivant, l'Emprunteur s'engage à respecter les principes de mise en concurrence et de transparence, dans le respect des normes internationalement reconnues et recommandées par l'OCDE pour l'attribution et la passation des marchés, notamment en ce qui concerne l'information et la présélection des fournisseurs, le contenu et la publication des dossiers d'appel d'offres, l'évaluation des offres et l'attribution des marchés.

L'Emprunteur s'engage, en tant que de besoin, à prendre les mesures nécessaires pour adapter à ces principes les dispositions applicables localement aux marchés publics.

2°/ L'Emprunteur s'engage à confier les marchés pour l'exécution des travaux ou des prestations de services nécessaires à la réalisation du Projet à des entreprises présentant des garanties à tous égards suffisantes quant à leur aptitude à les mener à bien. Aucune exception résultant des contrats au titre des marchés conclus ne pourra être opposée au Prêteur.

3°/ L'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur, dès qu'il les aura établies, les conditions d'organisation des appels d'offres destinés à la passation de marchés de biens et services financés sur la Présente Convention (régime de passation des marchés, date limite de dépôt des soumissions, coordonnées des personnes ou organismes à contacter) de telle sorte que le Prêteur puisse effectuer une notification préalable au Comité d'aide au Développement de l'OCDE au plus tard trente jours calendaires pleins avant la date d'ouverture de la période de dépôt des soumissions.

4°/ L'Emprunteur s'engage à soumettre à la non-objection écrite du Prêteur :

- le choix de la procédure d'attribution,
- le dossier de pré-qualification et la liste des candidats pré-qualifiés, si cette procédure est appliquée,
- le dossier d'appel d'offres ou les documents de consultation des entreprises,
- copie de l'offre que l'Emprunteur se propose de retenir.

En outre, l'Emprunteur s'engage à inviter le Prêteur, en tant qu'observateur, si celui-ci en fait la demande, aux commissions d'ouverture des plis et à lui communiquer le procès-verbal d'ouverture des plis, et le rapport complet d'évaluation des offres. Le Prêteur se réserve la faculté de demander copie de toutes les offres reçues.

5°/ L'Emprunteur s'engage à soumettre au Prêteur, pour non-objection et préalablement à leur signature, les lettres de commande, marchés ou avenants audits marchés qu'il se propose de signer pour la réalisation du Projet.

Dans le cas où les travaux sont exécutés directement par l'Emprunteur, il s'engage également à communiquer au Prêteur, pour non-objection, les plans et les devis afférents à ces travaux.

6°/ L'Emprunteur déclare que la négociation, la passation et l'exécution des contrats (lettres de commande, marchés...) financés par le Prêteur n'ont pas donné ou ne donneront pas lieu à perception de Frais Commerciaux Extraordinaires;

L'Emprunteur transmettra au Prêteur toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution de ces contrats.

De manière générale, l'Emprunteur s'engage à ne pas proposer ou donner à un tiers, demander, accepter ou se faire promettre, directement ou indirectement pour son propre bénéfice ou celui d'une contrepartie aucun avantage indu, pécuniaire ou autre, constituant ou pouvant constituer une pratique de corruption au sens de la convention OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

7°/ L'Emprunteur s'engage, en outre, à introduire dans les contrats financés par le Prêteur des clauses aux termes desquelles, l'entreprise contractante déclare :

a) Que la négociation, la passation, et l'exécution du contrat n'a pas donné ou ne donnera pas lieu à perception de Frais Commerciaux Extraordinaires et que dans l'éventualité où des Frais Commerciaux Extraordinaires auraient été payés, elle s'engage à reverser un montant équivalent à l'Emprunteur pour qu'il le restitue au Prêteur. Dans le cas d'un co-financement, le reversement sera proportionnel à la part financée par le Prêteur.

b) Qu'elle n'a pas proposé, et ne proposera pas directement ou indirectement des avantages quelconques (offres, promesses de dons, dons...) constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption aux sens de la convention OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

8°/ Le Prêteur se réserve le droit de suspendre, d'annuler les versements de fonds au titre du Projet et de prononcer l'exigibilité anticipée du Crédit si une perception de Frais Commerciaux Extraordinaires ou une pratique de corruption est constatée à toute étape de la procédure de passation des contrats au titre du Projet et si l'Emprunteur ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation.

9°/ L'information des entreprises titulaires de contrats ou de commandes financés par le Prêteur et au titre desquels une demande de versement des fonds est ajournée ou rejetée en application de la Présente Convention, relève de la responsabilité de l'Emprunteur. Celui-ci reconnaît cependant au Prêteur la faculté de les en informer également.

Article 12 - Exécution et suivi du Projet -

L'Emprunteur prendra toutes les dispositions pour que le CCF s'engage :

a. à soumettre à l'agrément préalable du Prêteur toutes modifications du plan de financement exposé dans les Dispositions Particulières,

b. à faire son affaire, à des conditions jugées satisfaisantes par le Prêteur, du financement de toutes dépenses non couvertes par le Crédit, y compris celles résultant de tout dépassement éventuel par rapport aux prévisions dont font état les Dispositions Particulières,

c. à communiquer au Prêteur pendant toute la période de réalisation des prestations de service, notamment études et missions de contrôle, si le Projet en comporte, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par les prestataires de services et après réalisation des prestations , un rapport général d'exécution,

d. à porter à la connaissance du Prêteur toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation et éventuellement le fonctionnement du Projet et notamment toute modification des contrats s'y rapportant, de son équilibre financier, de sa réalisation technique ainsi que du contexte général ou sectoriel dans lequel il est mis en place,

e. à communiquer au Prêteur pendant toute la durée du Projet , des rapports périodiques d'exécution technique et financière selon des modalités convenues dans les Dispositions Particulières,

f. à communiquer au Prêteur après réalisation du Projet un rapport général d'exécution, dans un délai de six mois suivant l'achèvement du Projet,

g. à soumettre à la non objection préalable du Prêteur toute modification substantielle de tout ou partie des documents contractuels auxquels il intervient pour la réalisation ou l'exploitation du Projet ou sur le fondement desquels le Projet a été instruit et dont la communication est demandée par le Prêteur dans la Présente Convention,

h. à autoriser le Prêteur à effectuer des missions de suivi et d'audit, ayant pour objet l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du Projet ainsi que l'analyse des impacts et d'atteinte des objectifs. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à accueillir et à faire accueillir par le CCF ces missions dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par le Prêteur, après consultation de l'Emprunteur et du CCF.

Article 13 - Engagements de l'Emprunteur-

L'Emprunteur s'engage :

- à ne pas créer de créances privilégiées ou prioritaires, par rapport aux créances du Prêteur, en faveur de prêteurs auxquels il emprunterait ou donnerait sa garantie et à étendre au Prêteur, si celui-ci en fait la demande, le bénéfice pari passu de toute garantie supplémentaire qu'il accorderait à tout autre prêteur.

- à fournir au Prêteur les informations que celui-ci pourra raisonnablement demander et conformément à la réglementation en vigueur au Vietnam sur la situation de sa dette publique intérieure et extérieure, ainsi que sur la situation des emprunts qu'il aura garantis,

- à faire prendre au CCF, si le Crédit est rétrocédé, tous les engagements que l'Emprunteur a souscrit pour le compte de celui-ci aux termes de la Présente Convention, notamment ceux prévus aux articles 11, 12, 14 et 15 des présentes Dispositions Générales ainsi que ceux éventuellement prévus dans les Dispositions Particulières.

Article 14 - Suivi du CCF-

Dans le cas où le Crédit serait rétrocédé au CCF, l'Emprunteur prendra les mesures nécessaires pour que le CCF, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

- communique au Prêteur ses documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que tout renseignement que le Prêteur pourra raisonnablement demander sur sa situation financière, conformément à la loi en vigueur au Vietnam,

- adresse au Prêteur, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes sociaux ainsi que le cas échéant les rapports des commissaires aux comptes et les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de ses exercices budgétaires et financiers,

- assure les biens financés sur les fonds du Crédit contre les risques principaux auxquels la réalisation et l'exploitation du Projet sont susceptibles d'être confrontés.

TITRE IV – IMPAYES ET EXIGIBILITE ANTICIPEE -

Article 15 - Impayés -

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 16 des Dispositions Générales sur l'exigibilité anticipée du Crédit et de l'article 3 des Dispositions Générales sur l'ajournement et le rejet des demandes de versement, dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne s'acquitterait pas intégralement et à bonne date des montants dus au titre du Crédit ou de tout autre crédit accordé par le Prêteur, le Prêteur se réserve le droit de :

- suspendre la formalisation des conventions relatives aux offres de financement notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur,

- suspendre l'examen des marchés transmis par l'Emprunteur au Prêteur, que ces marchés soient financés sur le Crédit ou sur tout autre financement consenti par le Prêteur à l'Emprunteur,

- cesser tous versements au titre de la Présente Convention ou de toutes autres conventions de financement conclues ou qui seraient conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

L'Emprunteur s 'engage à introduire dans les marchés une clause autorisant la suspension ou l'adaptation de l'exécution des prestations de l'entreprise en fonction des versements au titre de la Présente Convention à intervenir si l'une des clauses prévues au présent article venait à s'appliquer. L'information des entreprises concernées par l'application de ces clauses relève de la responsabilité de l'Emprunteur. Celui-ci reconnaît cependant au Prêteur la faculté de les en informer également.

Article 16 - Exigibilité anticipée du Crédit -

Le Prêteur pourra déclarer les sommes restant dues au titre du Crédit immédiatement exigibles et payables par l'Emprunteur dans les cas énumérés ci-après :

1°/ L'Emprunteur ne se conformerait pas à l'une des obligations qu'il a contractées aux termes de la Présente Convention et de ses éventuels actes annexes et en particulier :

- les fonds n'auraient pas été utilisés conformément à l'affectation prévue initialement dans les Dispositions Particulières ou après avenant,

- l'un quelconque des engagements pris par un tiers à la Présente Convention, pour la réalisation du Projet ne serait pas ou plus respecté.

- les montants exigibles en principal, intérêts, intérêts de retard et moratoires ou frais et accessoires quelconque ne seraient pas payés à bonne date en totalité ou en partie.

2°/ L'un des événements suivants affecterait le Projet :

- suspension ou ajournement de la réalisation du Projet pendant un délai supérieur à six mois,

- non-achèvement du Projet à la Date Limite de Versement des Fonds, sauf report de cette date acceptée par le Prêteur,

- abandon du Projet (cessation de l'exploitation, non utilisation des actifs...) ou résiliation des contrats ayant pour conséquences de remettre en cause l'exécution ou l'exploitation du Projet,

3°/ L'un des événements suivants se réaliserait :

- obligation pour l'Emprunteur de procéder, par suite d'un manquement à ses engagements, au remboursement anticipé de tout autre crédit consenti par le Prêteur ou tout autre prêteur,

- manquement par l'Emprunteur à toute autre obligation contractée envers le Prêteur,

- inexactitudes graves dans les justifications, les déclarations ou les informations fournies par l'Emprunteur lors de la conclusion et pendant la durée de la Présente Convention.

- origine illicite au regard du droit français et du droit local des sommes investies dans le Projet,

- une ou plusieurs entreprises participant à la réalisation du Projet figurent sur les listes des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France en matière d'embargo et de lutte contre le terrorisme,

- financement au moyen du Crédit de matériels ou de secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

Si l'un des cas d'exigibilité anticipée se réalisait et si le Prêteur entendait retirer à l'Emprunteur le bénéfice du terme du Crédit, il lui suffirait de lui faire part de sa décision au moyen d'une lettre recommandée.

L'exigibilité immédiate et intégrale de toutes sommes dues au titre du Crédit prendra effet de plein droit 2 mois à compter de l'envoi de cette lettre recommandée sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

Il est rappelé que l'Emprunteur est seul responsable du respect des obligations contenues dans la Présente Convention et qu'il ne pourra se prévaloir de la défaillance de l'un quelconque des intervenants à la mise en œuvre du Projet, et/ou à la gestion financière de celui-ci, pour se soustraire à ses obligations.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES -

Article 17 - Divers –

1°/ La nullité éventuelle ou la non applicabilité de l'une des clauses de la Présente Convention n'affectera pas la validité des autres clauses de ladite Convention qui demeureront en vigueur entre les parties. Si nécessaire, ces dernières s'efforceront de négocier de bonne foi afin de substituer à la disposition invalidée une disposition alternative équivalente.

2°/ Le non exercice par le Prêteur d'une disposition contractuelle stipulée à son avantage ou mise à la charge de l'Emprunteur n'emporte ni renonciation définitive de la part du Prêteur à se prévaloir de ladite disposition ni renonciation à toute autre clause stipulée en sa faveur dans la Présente Convention.

3°/ Il est précisé que les fonds du Crédit ne peuvent être mis à la disposition de l'Emprunteur que pour autant que les demandes de versement correspondantes ont été présentées par ce dernier ou pour son compte dans les conditions prévues dans la Présente Convention et agréées par le Prêteur, notamment au regard de leur affectation exclusive aux dépenses du Projet.

Article 18 - Circonstances nouvelles -

18.1 Les dispositions de la présente Convention ont été arrêtées en fonction des données économiques et financières, juridiques, fiscales et monétaires existant à la date de signature de la présente Convention en France et dans le pays de l'Emprunteur ainsi qu'en fonction des conditions économiques et financières internationales à cette même date.

18.2 Si, par suite d'une nouvelle disposition législative ou réglementaire, de sa modification ou de l'interprétation qui en est faite par une autorité compétente, que ladite disposition ou autorité soit française, européenne ou étrangère, il devenait illégal ou impossible pour le Prêteur de maintenir la présente Convention :

18.2.1 le Prêteur notifiera immédiatement la survenance d'une telle circonstance nouvelle à l'Emprunteur. Aucun Versement ne pourra plus avoir lieu à compter de la notification ;

18.2.2 l'Emprunteur et le Prêteur se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution de la Convention ;

18.2.3 si aucune solution n'a pu être trouvée dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception par l'Emprunteur de la notification ci-dessus mentionnée, le Prêteur notifiera à l'Emprunteur la fin des obligations au titre de la Convention et demandera le remboursement immédiat de toutes les sommes dues par l'Emprunteur majorées des éventuels surcoûts supportés du fait de la circonstance nouvelle.

18.3 Si par suite d'une nouvelle disposition législative ou réglementaire, de sa modification ou de l'interprétation qui en est faite par une autorité compétente, que ladite disposition ou autorité soit française, européenne ou étrangère, le Prêteur était soumis à toute mesure fiscale, monétaire, financière ou bancaire entraînant un surcroît de charge relative à ses engagements au titre de la Convention (résultant, par exemple, d'une modification de son statut local) ou ayant pour effet de réduire la rémunération lui revenant ou si cette réduction de rémunération résultait d'une décision jurisprudentielle, les dispositions suivantes s'appliqueront :

18.3.1 le Prêteur notifiera immédiatement la survenance d'une telle circonstance nouvelle à l'Emprunteur. Aucun Versement ne pourra plus avoir lieu à compter de la notification ;

18.3.2 l'Emprunteur aura la possibilité :

(a) de demander au Prêteur de maintenir sa participation dans le Crédit, en s'obligeant expressément à prendre intégralement en charge l'augmentation du coût de sa rémunération au titre de la Convention; ou

(b) de rembourser immédiatement le Prêteur de toutes les sommes qui lui sont dues au titre de la Convention majorées des éventuels surcoûts supportés par le Prêteur du fait de la circonstance nouvelle.

18.3.3 si aucune solution n'a pu être trouvée dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception par l'Emprunteur de la notification ci-dessus mentionnée, le Prêteur notifiera à l'Emprunteur la fin de ses obligations au titre de la Convention et demandera le remboursement immédiat de toutes les sommes dues par l'Emprunteur majorées des éventuels surcoûts supportés du fait de la circonstance nouvelle.

Article 19 - Droit applicable -

La Présente Convention est régie par le droit français.

Article 20 – Règlement des différends -

Tous différends découlant de la Présente Convention seront réglés à l'amiable entre les deux parties. A défaut d'accord amiable dans un délai maximum de trois mois, les différends seront tranchés définitivement suivant le Règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, en vigueur à la date d'introduction de la procédure d'arbitrage, par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.

La partie qui désirera recourir à l'arbitrage informera par lettre recommandée l'autre partie. Les parties devront convenir du choix du siège de l'arbitrage et de la nationalité de l'arbitre unique ou du Président du tribunal arbitral. A défaut d'accord dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de cette lettre recommandée, l'arbitrage aura lieu à Lausanne (Suisse) et l'arbitre unique, ou le Président, sera de nationalité suisse.

Le droit français sera applicable pour tous les litiges découlant de la présente clause d'arbitrage et la langue d'arbitrage sera le français. Par conséquent, en cas d'application de la présente clause d'arbitrage, les parties ne pourront invoquer que la version française.

La présente clause d'arbitrage restera valable même en cas de nullité, de résiliation, d'annulation ou d'expiration de la Présente Convention. Le fait par l'une des parties d'intenter une procédure contre l'autre partie ne pourra, par lui-même, suspendre ses obligations contractuelles telles qu'elles résultent de la Présente Convention.

La signature par l'Emprunteur de la présente clause d'arbitrage vaut de l'accord exprès des parties renonciation à toute immunité de juridiction et d'exécution dont il pourrait se prévaloir.

Article 21 - Résiliation -

Dans le cas où la levée des conditions suspensives de versement prévues par la Présente Convention ne serait pas intervenue dans le délai de dix-huit mois à compter de la date d'octroi du Crédit figurant à la première page de la Présente Convention, le Prêteur se réserve le droit de résilier la Présente Convention sans formalité particulière.

DỰ ÁN HỖ TRỢ CHO VAY
KHU VỰC KINH TẾ TƯ NHÂN DÀNH CHO
HỆ THỐNG QUỸ TÍN DỤNG NHÂN DÂN

THỎA ƯỚC

CVN 6014 01 F

THỎA ƯỚC MỞ TÍN DỤNG
dự án hỗ trợ cho vay khu vực kinh tế tư nhân dành cho hệ thống Quỹ Tín dụng nhân dân
Số CVN 6014 01F

GIỮA
MỘT BÊN LÀ,

BỘ TÀI CHÍNH hành động nhân danh và vì quyền lợi của CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM,

đại diện cho BỘ TÀI CHÍNH là Ông Nguyễn Công Nghiệp,
Thứ trưởng Thứ nhất,

có đầy đủ tư cách và thẩm quyền được giao để thi hành việc này,

(dưới đây gọi là « Người vay »)

VÀ
BÊN KIA LÀ,

CƠ QUAN PHÁT TRIỂN PHÁP
Tổ chức Nhà nước có trụ sở tại PARIS XII, số 5, phố Roland Barthes,
được đăng ký tại sổ đăng ký kinh doanh và các công ty Paris
với số đăng ký B 775 665 599

đại diện cho CƠ QUAN PHÁT TRIỂN PHÁP là Ông Jean-Michel SEVERINO,
Tổng Giám đốc,

có đầy đủ tư cách và thẩm quyền được giao để thi hành việc này ,
theo nghị quyết số C20080224 ngày 01 tháng 10 năm 2008 của Hội đồng Quản trị của AFD,

(dưới đây gọi là "Người cho vay" hoặc "AFD"),

ĐÃ ĐƯỢC THỎA THUẬN NHƯ SAU :

MỤC LỤC

QUY ĐỊNH RIÊNG

MỞ ĐẦU 4

QUY ĐỊNH RIÊNG 7

PHẦN I : ĐIỀU KIỆN MỞ TÍN DỤNG 7
Điều 1 : Mục đích của thỏa ước 7
Điều 2 : Tiền lãi 7
Điều 3 : Thanh toán nợ 9
Điều 4 : Trả nợ trước hạn 9
PHẦN II : THỂ THỨC SỬ DỤNG TÍN DỤNG 10
Điều 5 : Phân bổ vốn 10
Điều 6 : Cơ chế tài chính của Dự án 10
Điều 7 : Điều kiện rót vốn 10
Điều 8 : Gửi yêu cầu rót vốn 11
Điều 9 : Thể thức rót vốn 11
Điều 10 : Ngày hạn rót vốn 11
Điều 11 : Thực hiện và theo dõi Dự án 11
Điều 12 : Theo dõi của CCF 12

PHẦN III : CAM KẾT VÀ QUY ĐỊNH KHÁC 12
Điều 13 : Cho phép chuyển ngân 12
Điều 14 : Tuyên bố và Cam kết đặc biệt 13
Điều 15 : Tổng lãi suất thực 15
Điều 16 : Các tình tiết mới 15
Điều 17 : Chọn địa chỉ 16
Điều 18 : Tem và đăng ký 17

Phụ lục I : Mô tả 18
Phụ lục II : Kế hoạch cải thiện Môi trường và Xã hội 21
Phụ lục III-1 : Mẫu thư đề nghị rót vốn 22
Phụ lục III-2 : Mẫu thư khẳng định rót vốn 23
Phụ lục IV-1 : Mẫu Thư Yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất 24
Phụ lục IV-2 : Mẫu Thư Khẳng định Chuyển đổi Lãi suất 25
Phụ lục V : Mẫu ý kiến pháp lý 26

QUY ĐỊNH CHUNG 27

PHẦN I- THỂ THỨC SỬ DỤNG TÍN DỤNG 27

Điều 1- Điều kiện rót vốn 27
Điều 2- Thể thức rót vốn 27
Điều 3- Hoãn hoặc bác bỏ các yêu cầu rót vốn - Giảm Tín dụng 28

PHẦN II- ĐIỀU KIỆN TÀI CHÍNH VÀ KẾ TOÁN 29

Điều 4- Cách tính lãi 29
Điều 5- Phí tổn phụ 30
Điều 6- Nơi thực hiện và cấp Tín dụng 30
Điều 7- Quy tắc kế toán và ngày giá trị 31
Điều 8- Ngày hạn phải trả nợ 32
Điều 9- Phân bổ các khoản tiền phải hoàn trả 33
Điều 10- Trả nợ trước hạn 33

PHẦN III- THỰC HIỆN VÀ THEO DÕI 34

Điều 11- Trao và ký hợp đồng 34
Điều 12- Thực hiện và theo dõi Dự án 36
Điều 13- Những cam kết của Người vay 37
Điều 14- Theo dõi của CCF 37

PHẦN IV- NỢ QUÁ HẠN VÀ ĐỜI NỢ TRƯỚC HẠN 38

Điều 15- Nợ quá hạn 38
Điều 16- Đòi hoàn trả Tín dụng trước hạn 38

PHẦN V- CÁC ĐIỀU KHOẢN KHÁC 40

Điều 17- Quy định khác 40
Điều 18- Các tình tiết mới 40
Điều 19- Luật lệ áp dụng 41
Điều 20- Giải quyết tranh chấp 41
Điều 21- Bãi bỏ 42

THỎA ƯỚC

MỞ ĐẦU

1. Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam đã yêu cầu AFD dành một khoản "**Tín dụng**" với số tiền gốc tối đa là ba mươi triệu Euro (30 000 000 EUR) để tài trợ cho Dự án.
2. AFD đã chấp thuận dành cho Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam một khoản "**Tín dụng**" theo các điều kiện được quy định dưới đây để góp phần thực hiện dự án này.

THEO ĐÓ THOẢ THUẬN RẰNG

Các bên thỏa thuận rằng nghĩa vụ của mỗi bên được quy định bởi các "Quy định riêng" dưới đây và phần phụ lục gắn liền với các qui định đó cũng như các "Quy định chung". Các Quy định riêng và các Quy định chung tạo thành một văn bản duy nhất có tên gọi dưới đây là "Thỏa ước này".

Trong trường hợp có sự đối lập hoặc khác nhau giữa Quy định chung và Quy định riêng thì Quy định riêng sẽ có hiệu lực cao hơn Quy định chung.

Để lập Thỏa ước này, các thuật ngữ dưới đây khi được viết hoa những chữ cái đầu tiên sẽ được hiểu theo nghĩa gắn với các thuật ngữ đó như sau :

«**Thỏa thuận Cho vay lại**» chỉ văn bản được ký giữa Người vay hoặc đơn vị được ủy quyền một cách hợp thức đại diện cho Người vay, và CCF liên quan tới việc cho vay lại khoản Tín dụng.

«**Nhân viên nhà nước**» chỉ :

- Bất cứ một người nào nắm giữ một nhiệm vụ nào đó về lập pháp, hành pháp, hành chính hoặc tư pháp (của Nhà nước của Người vay), cho dù người này được bổ nhiệm hoặc được bầu, thường trực hoặc không, được trả thù lao hoặc không và ở bất cứ cấp nào,
- Bất cứ một người nào khác thực hiện một công vụ, kể cả cho một tổ chức công hoặc một doanh nghiệp nhà nước, hoặc tổ chức cung cấp dịch vụ công,
- Bất cứ một người nào khác được xác định như Nhân viên Nhà nước theo luật trong nước của Người vay.

«**Phụ lục**» chỉ các phụ lục đính kèm Thỏa ước này và liên quan chủ yếu đến phần miêu tả Dự án, chi phí và kế hoạch tài trợ.

«**Người thụ hưởng thực tế**» chỉ (những) thể nhân có hoặc kiểm tra Khách hàng Thụ hưởng và/hoặc người mà dự án được thực hiện cho người đó.

«**CCF**» chỉ Quỹ Tín dụng Trung ương, tổ chức tái cấp vốn trung ương của mạng lưới các Quỹ Tín dụng Nhân dân, người thụ hưởng khoản tín dụng này.

«**Khách hàng Thụ hưởng**» chỉ mỗi thể nhân và pháp nhân là khách hàng của một Quỹ Tín dụng Nhân dân và thụ hưởng Khoản vay trong khuôn khổ Dự án.

«**Chuyển đổi Lãi suất**» chỉ việc chuyển đổi từ lãi suất thả nổi của Tín dụng hoặc của một lần Giải ngân sang lãi suất cố định,

«**Tín dụng**» chỉ khoản tài trợ mà AFD dành cho Người vay trong khuôn khổ của Thỏa ước này,

«**Ngày Chuyển đổi Lãi suất**» chỉ ngày Người vay yêu cầu Người cho vay chuyển đổi từ lãi suất thả nổi của Tín dụng hoặc của một lần Giải ngân sang lãi suất cố định,

«**Ngày hạn Trả nợ**» chỉ các ngày đến hạn trả nợ được quy định tại các điều 2 và 3 của Quy định riêng.

«**Ngày Cố định Lãi suất**» chỉ ngày AFD xác định lãi suất của các khoản tín dụng của mình. Ngày này được nêu trong các Quy định riêng hoặc trong mỗi thư khẳng định và nhất thiết phải là thứ Tư đầu tiên (hoặc ngày làm việc sau đó nếu như thứ Tư đầu tiên đó là ngày lễ) tiếp theo ngày mà AFD nhận được thư yêu cầu cố định lãi suất của Người vay, với điều kiện ngày nhận được thư phải trước thứ Tư nói trên ít nhất là 2 ngày làm việc trọn vẹn. Nếu không, ngày cố định lãi suất sẽ là thứ Tư thứ hai (hoặc ngày làm việc đầu tiên sau đó nếu như thứ Tư thứ hai đó là ngày lễ) tiếp theo ngày mà AFD nhận được thư yêu cầu cố định lãi suất.

«**Ngày hạn Rót vốn**» chỉ ngày hạn được quy định tại điều 10 của Quy định riêng.

«**DTS**" chỉ quyền rút vốn đặc biệt (hoặc SDR – "Special Drawing Rights" trong tiếng Anh) mà giá trị (i) được Quỹ Tiền tệ Quốc tế tính qua tham chiếu tới một rổ tiền và (ii) được Quỹ Tiền tệ Quốc tế công bố theo giá trị quy đổi bằng đồng USD trên trang tin internet của Quỹ.

«**Thời hạn trung bình còn lại**» chỉ thời hạn bình quân được tính bằng số ngày của các thời hạn còn lại của mỗi kỳ với số vốn gốc tương ứng.

«**Mức độ ưu đãi**» chỉ phần cộng thêm (4%) áp dụng cho lãi suất tín dụng (lãi suất cố định) khi xảy ra trường hợp trả nợ trước hạn trong các điều kiện được nêu tại điều 10-1/B của Quy định chung.

«**Tổ chức Tài chính tham chiếu**» chỉ một tổ chức tài chính được AFD chọn để tham chiếu một cách ổn định và tổ chức này công bố công khai trên một trong những hệ thống thông tin tài chính quốc tế giá các phương tiện tài chính theo thông lệ đã được giới chuyên môn công nhận. Vào thời điểm ký Thỏa ước này, Tổ chức tài chính tham chiếu là Tập đoàn Quỹ Tiền gửi cho các trái phiếu kho bạc dài hạn của Pháp (OAT) và Garban Intercapital đối với các hoán đổi về lãi suất . Trong trường hợp không có lãi suất tham chiếu được sử dụng trong Thỏa ước này thì sẽ sử dụng một tham chiếu khác được giới chuyên môn công nhận.

«**Euribor**» chỉ lãi suất liên ngân hàng áp dụng cho đồng Euro cho một khoảng thời gian một tháng, ba tháng hoặc sáu tháng, được Hiệp hội Ngân hàng của Liên minh châu Âu (FBE) ấn định từ 11 giờ, giờ Bruxelles.

«**Euro**» hoặc «**EUR**» chỉ đồng tiền châu Âu duy nhất của các nước thành viên Liên minh Kinh tế và Tiền tệ châu Âu trong đó có Pháp, và lưu hành hợp pháp ở các Quốc gia đó.

«**Ngày làm việc**» chỉ một ngày trọn vẹn mà các ngân hàng mở cửa tại Paris, trừ thứ bẩy và chủ nhật.

«**Thư Yêu cầu rót vốn**» chỉ thư của Người vay, tham chiếu tới mẫu tại phụ lục III-1, yêu cầu Người cho vay rót toàn bộ hoặc một phần vốn của Tín dụng.

«**Thư Khẳng định rót vốn**» chỉ thư của Người cho vay, tham chiếu tới mẫu tại phụ lục III–2, thông báo cụ thể cho Người vay các điều kiện tài chính để phúc đáp Thư Yêu cầu rót vốn.

«**Thư Yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất**» chỉ thư của Người vay viết theo mẫu ở phụ lục IV–1 yêu cầu Người cho vay Chuyển đổi Lãi suất toàn bộ hoặc một phần vốn đã được rót của khoản Tín dụng.

«**Thư Khẳng định Chuyển đổi Lãi suất**» chỉ thư của Người cho vay thông báo cụ thể cho Người vay các điều kiện tài chính, theo mẫu ở phụ lục IV–2, để phúc đáp Thư Yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất.

«**PCF**» chỉ các Quỹ Tín dụng Nhân dân, tổ chức tài trợ của các Khách hàng Thụ hưởng.

«**PMNES**» chỉ Kế hoạch Cải thiện Môi trường và Xã hội được quy định tại Phụ lục II.

«**Khoản vay**» chỉ mỗi khoản vay được tài trợ bằng khoản Tín dụng mà một Quỹ tín dụng nhân dân cấp cho một Khách hàng thụ hưởng theo các tiêu chí được nêu tại Phụ lục I.

«**Dự án**» chỉ dự án hỗ trợ cho vay khu vực kinh tế tư nhân dành cho hệ thống Quỹ Tín dụng nhân dân như được mô tả tại Phụ lục I.

«**Lãi suất Cố định Tham chiếu**» chỉ lãi suất cố định được xác định vào Ngày Cố định Lãi suất ngay trước khi ký Thoả ước tín dụng này và được dùng làm tham chiếu, trong trường hợp cần thiết, cho việc xác định lãi suất của lần giải ngân thứ nhất.

«**Chỉ số lãi suất**» chỉ chỉ số hàng ngày CNO-TEC10, Lãi suất Kỳ không đổi 10 năm. TEC 10 là lãi suất kỳ không đổi của một trái phiếu Nhà nước Pháp có kỳ hạn 10 năm. Lãi suất này được niêm yết hàng ngày trên các trang của những nhà truyền thông được giới chuyên nghiệp công nhận, dưới sự giám sát của CNO (Uỷ ban Chuẩn hoá Trái phiếu).

«**Giải ngân**» chỉ việc dành toàn bộ hay một phần Tín dụng với điều kiện thực hiện các điều khoản nêu trong Thỏa ước.

QUY ĐỊNH RIÊNG

PHẦN I - ĐIỀU KIỆN MỞ TÍN DỤNG.

Điều 1. Mục đích của thỏa ước.

Người cho vay mở cho Người vay và Người vay chấp thuận một khoản Tín dụng tối đa là :

30 000 000 euro (ba mươi triệu euro).

Được thỏa thuận rằng tất cả các khoản tiền thể hiện trong văn bản Thỏa ước này sẽ được tính bằng Euro, trừ khi có ghi cụ thể bằng một đơn vị tiền tệ khác.

Điều 2. – Tiền lãi-

1°/ Nguyên tắc

Trong thời kỳ giải ngân, tất cả các khoản tiền nợ trong khuôn khổ Tín dụng sẽ phải chịu lãi theo các điều kiện được quy định dưới đây, với lãi suất thả nổi (Euribor) hoặc với lãi suất cố định trong trường hợp chuyển đổi lãi suất. Lãi suất thả nổi có thể được chuyển sang lãi suất cố định khi kết thúc thời kỳ giải ngân.

Lãi suất cố định này sẽ được tính theo các điều kiện được quy định dưới đây. Để tính lãi suất cố định, vào ngày ký Thoả ước mở tín dụng, Lãi suất cố định Tham chiếu được công bố ngày 9 tháng 11 năm 2009 là 1,88%/năm và Chỉ số Lãi suất được công bố cũng vào ngày đó là 3,65 %/năm.

Được quy định rằng lãi suất có thể giảm, nhưng lãi suất mà Người vay phải trả không thể dưới 0,25%/năm.

2°/ Lãi suất Tín dụng trong thời kỳ giải ngân

A/ Trong thời kỳ giải ngân, mọi khoản tiền nợ Người cho vay trong khuôn khổ Tín dụng sẽ chịu lãi suất danh nghĩa bằng :

Euribor kỳ hạn 6 tháng – 200 điểm (tức 2%)/năm,

theo các điều kiện được quy định tại điều 4 của Quy định chung và dưới đây.

Các khoản lãi đó sẽ đến hạn và phải trả vào Ngày hạn Trả nợ, tức là các ngày 30 tháng 4 và 31 tháng 10 hàng năm, mỗi kỳ bán niên được xác định như trên là một kỳ lãi.

Euribor áp dụng cho mỗi kỳ lãi bán niên sẽ là Euribor kỳ hạn 6 (SÁU) tháng được công bố 2 Ngày làm việc trước ngày đầu tiên của mỗi kỳ lãi bán niên, kỳ này bắt đầu vào hôm sau Ngày hạn Trả nợ.

Riêng đối với trường hợp kỳ lãi đầu tiên, lãi suất sẽ là EURIBOR, kỳ hạn 6 tháng trừ 2 % (HAI PHẦN TRĂM) /năm, nếu như lần rót vốn đầu tiên được thực hiện trên 135 ngày trước Ngày hạn Trả nợ, hoặc kỳ hạn 3 tháng nếu như lần rót vốn đầu tiên được thực hiện trong khoảng thời gian từ 135 đến 60 ngày trước Ngày hạn Trả nợ, hoặc kỳ hạn 1 tháng nếu như lần rót vốn đầu tiên được thực hiện trong khoảng thời gian dưới 60 ngày trước Ngày hạn Trả nợ. Lãi suất áp dụng sẽ là EURIBOR được công bố 2 Ngày Làm việc trước ngày hôm sau của ngày rót vốn đầu tiên.

Chậm nhất là 5 ngày lịch sau ngày đầu tiên của kỳ lãi, Người cho vay sẽ thông báo bằng văn bản cho Người vay EURIBOR áp dụng cho mỗi kỳ lãi mới, và lãi suất Tín dụng của kỳ mới đó.

B/ Người vay có thể yêu cầu áp dụng lãi suất cố định phù hợp với các điều kiện được quy định dưới đây. Lãi suất cố định sẽ được xác định thông qua trao đổi thư theo mẫu được nêu ở phần Phụ lục.

Các khoản lãi này sẽ được tính theo các điều kiện được quy định tại điều 4 của Quy định chung. Thời gian của các kỳ thanh toán không thay đổi.

3°/ Chuyển đổi Lãi suất

A/ Chuyển đổi Lãi suất vào cuối thời kỳ giải ngân

Khi khoản Tín dụng được giải ngân toàn bộ, lãi suất thả nổi sẽ được chuyển sang lãi suất cố định chậm nhất là vào Ngày Cố định Lãi suất tiếp theo Ngày hạn Rót vốn hoặc vào ngày thực hiện đợt giải ngân số tiền cuối cùng của khoản Tín dụng hay ngày huỷ bỏ số tiền chưa được giải ngân của khoản Tín dụng theo yêu cầu của Người vay.

Vì mục đích ấy, Người cho vay sẽ thông báo bằng thư theo mẫu tại phụ lục III-2 cho Người vay biết lãi suất cố định áp dụng cho khoản Tín dụng. Trong vòng 5 Ngày Làm việc tiếp theo ngày Cố định lãi suất, Người vay có thể chấp nhận lãi suất cố định này thông qua việc gửi lại thư đã được ký xác nhận.

Lãi suất cố định này sẽ bằng với Lãi suất Cố định Tham chiếu cộng thêm hoặc trừ đi phần chênh lệch giữa giá trị ban đầu của Chỉ số lãi suất như được quy định tại điều 2-1°/ với giá trị của Chỉ số lãi suất tại Ngày Cố định Lãi suất của việc Chuyển đổi lãi suất này.

Nếu Người vay không chấp nhận lãi suất cố định áp dụng, khoản Tín dụng sẽ tiếp tục chịu lãi suất thả nổi.

B/ Chuyển đổi Lãi suất theo yêu cầu của Người vay

Trong quá trình giải ngân hoặc trong quá trình trả nợ theo lãi suất thả nổi, Người vay có quyền yêu cầu sao cho khoản Tín dụng chịu lãi suất cố định được xác định vào Ngày Cố định Lãi suất ngay sau ngày nhận được yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất, với điều kiện nhận được yêu cầu này ít nhất hai Ngày Làm việc trước Ngày Cố định Lãi suất. Như vậy, Người vay sẽ gửi cho Người cho vay một Thư Yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất theo mẫu đính kèm tại phụ lục IV-1.

Trong vòng 5 ngày sau Ngày Cố định Lãi suất, Người cho vay sẽ thông báo cho Người vay lãi suất cố định áp dụng cho khoản Tín dụng bằng thư theo mẫu tại phụ lục III-2 hoặc phụ lục IV-2 tùy theo từng trường hợp.

Lãi suất cố định này sẽ được Người cho vay xác định theo đúng các điều kiện được quy định tại điều 2-2°/ đoạn B trên đây.

Phương thức chuyển đổi này chỉ được thực hiện cho số tiền ít nhất phải bằng 3 000 000 (ba triệu) Euro. Được quy định rằng các Ngày hạn Trả nợ sẽ không thay đổi, rằng yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất không thể huỷ ngang và không phải chịu phí.

Trong yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất Người vay có thể nêu rõ lãi suất cố định tối đa, nếu vượt qua mức đó thì yêu cầu chuyển đổi sẽ được coi như bị huỷ bỏ.

Ngày hiệu lực chuyển đổi lãi suất là ngày hôm sau của Ngày Cố định lãi suất mà Chuyển đổi Lãi suất được thực hiện.

4°/ Lãi suất trần (Cap)

Được quy định rằng trong trường hợp Người vay giữ nguyên lãi suất thả nổi sau khi kết thúc thời kỳ giải ngân, mức trần của lãi suất thả nổi trong suốt thời kỳ hoàn trả vốn Tín dụng sẽ ở mức 6,27%, mức đảm bảo sao cho Tín dụng là khoản tín dụng hỗ trợ phát triển chính thức theo quan điểm của OECD.

Điều 3.- Thanh toán nợ-

Người vay sẽ trả cho Người cho vay phần gốc các khoản tiền nhận được trước đó làm 26 (hai mươi sáu) kỳ bán niên với số tiền bằng nhau, đến hạn và phải trả vào Ngày hạn Trả nợ.

Kỳ đầu tiên sẽ phải trả vào ngày 31 tháng 10 năm 2016, và kỳ cuối cùng sẽ phải trả vào ngày 30 tháng 04 năm 2029.

Sau khi giải ngân hết toàn bộ khoản Tín dụng, ngay cả khi xảy ra trường hợp giảm Tín dụng như qui định tại điều 3-2°/ của Quy định chung, Người cho vay sẽ gửi cho Người vay bảng kế hoạch trả nợ gốc của khoản Tín dụng. Bảng này sẽ được lập với giả thiết các khoản nợ đều được thanh toán đúng hạn.

Điều 4.- Trả nợ trước hạn -

Theo quy định tại điều 10-1°/A của Quy định chung của Thỏa ước này, cho đến ngày 30 tháng 04 năm 2019 không được phép trả nợ trước hạn.

Ngoài ra, điều 10-4°/ phần Quy định Chung được thay thế như sau :

« 4°/ Nếu như Người cho vay đòi hoàn trả Tín dụng trước hạn theo các điều kiện được nêu tại điều 16 của Quy định chung và/hoặc phần rót vốn hoàn trả cho Người cho vay được coi như hoàn trả trước hạn theo quy định của Thoả ước này, bất kể xảy ra vào thời gian nào, thì phần hoàn trả trước hạn cũng phải chịu tiền bồi thường. »

PHẦN II - THỂ THỨC SỬ DỤNG TÍN DỤNG

Điều 5 - Phân bổ vốn-

Vốn sẽ chỉ được sử dụng để tái tài trợ cho các Khoản vay do các Quỹ Tín dụng Nhân dân cấp theo thể thức được quy định tại Phụ lục I.

Điều 6 – Cơ chế tài chính của Dự án

Vốn sẽ được Người vay cho CCF vay lại theo các điều kiện được quy định trong Hợp đồng Cho vay lại.

Điều 7 - Điều kiện rót vốn-

(a) Lần rót vốn đầu tiên được thực hiện khi đã đáp ứng các điều kiện rót vốn được quy định tại điều 1 của Các quy định chung cũng như các điều kiện dưới đây :

- Gửi ý kiến pháp lý theo mẫu trong Phụ lục V của một cơ quan có thẩm quyền của Người vay ;
- Ký thỏa ước CVN6014 02G liên quan đến Dự án ;
- Gửi bản sao Hợp đồng cho vay lại vốn của Dự án (được xác nhận sao y bản chính) đã ký giữa Người vay và CCF;
- CCF gửi cho Người cho vay thành phần và tổ chức của ban dự án được quy định trong Phụ lục I ; và Người cho vay chấp thuận tài liệu hướng dẫn thủ tục giải ngân;
- CCF xác nhận đã triển khai các quy định chống rửa tiền và chống tài trợ cho khủng bố của CCF theo đúng khuyến cáo của GAFI, và nghĩa vụ không có quan hệ làm ăn với bất cứ người nào, tập đoàn nào hoặc thực thể nào nằm trong danh sách bị trừng phạt tài chính và thương mại đã được Liên hợp quốc, Liên minh châu Âu và Pháp thông qua ;

b) Lần rót vốn thứ hai được thực hiện với điều kiện sau :

- Giải trình sử dụng vốn giải ngân lần đầu theo các điều kiện được Người cho vay đánh giá là thỏa đáng ;
- Gửi cho Người cho vay và được Người cho vay chấp thuận Kế hoạch Cải thiện Môi trường và Xã hội – PMNES được mô tả tại Phụ lục II.

c) Các lần giải ngân tiếp theo được thực hiện với điều kiện sau :

- Giải trình sử dụng vốn giải ngân lần trước đó theo các điều kiện được Người cho vay đánh giá là thỏa đáng ;
- CCF gửi cho Người cho vay báo cáo tình hình tiến triển của chính sách Trách nhiệm Môi trường và Xã hội của mình và lịch thực hiện các giai đoạn tiếp theo.

Điều 8 - Gửi yêu cầu rót vốn -

Các yêu cầu rót vốn sẽ do Người vay gửi cho đại diện Người cho vay tại Hà Nội.

Trước yêu cầu rót vốn đầu tiên, Người vay sẽ gửi cho Người cho vay tên, chức vụ cũng như mẫu chữ ký của người hay những người được uỷ quyền thay mặt mình ký và ký xác nhận các yêu cầu rót vốn. Trong trường hợp có thay đổi, Người vay thông báo và gửi cho Người cho vay những thông tin mới về việc ủy quyền cho những người ký mới.

Cũng vậy, Người vay sẽ đề nghị CCF gửi cho Người cho vay tên, chức vụ cũng như mẫu chữ ký của người hay những người được uỷ quyền thay mặt mình xác nhận các chứng từ trong hồ sơ rót vốn.

Điều 9 - Thể thức rót vốn –

Điều 2 của Quy định chung được thay thế như sau :

Vốn sẽ được rót cho Người vay thành nhiều đợt theo các điều kiện được quy định tại điều 2 của Quy định chung và tại điều này.

Giải ngân lần thứ nhất với số tiền tối đa là 6 000 000 (sáu triệu) euro sẽ được Người cho vay rót cho Người vay theo hình thức tạm ứng ; số tiền của các đợt giải ngân sau có thể từ 3 (ba) đến 12 (mười hai) triệu euro.

Các đợt giải ngân sau kể từ đợt thứ 2 trở đi sẽ được thực hiện sau khi đã giải trình việc sử dụng toàn bộ vốn giải ngân lần trước đó phù hợp với các tiêu chí của dự án được quy định tại Phụ lục I và theo các điều kiện được Người cho vay đánh giá là thỏa đáng.

Giải trình sử dụng vốn của đợt giải ngân cuối cùng phải được gửi cho Người cho vay trong thời hạn 6 tháng sau khi giải ngân.

Điều 10 - Ngày hạn rót vốn-

Ngày hạn rót vốn được ấn định vào ngày 31 tháng 12 năm 2013 và Người cho vay phải nhận được yêu cầu rót vốn cuối cùng chậm nhất là 15 ngày trước Ngày hạn rót vốn.

Trong trường hợp yêu cầu rót vốn trên được gửi trong tháng trước Ngày hạn rót vốn, thì yêu cầu rót vốn đó phải được gửi tới AFD bằng thư bảo đảm và có giấy báo nhận của Người cho vay.

Điều 11 - Thực hiện và theo dõi Dự án

Người vay cam kết sao cho CCF triển khai các phương tiện theo dõi các chỉ số kết quả theo quy định của Người cho vay :

- Số người liên quan đến các hoạt động tín dụng ;
- Số doanh nghiệp thụ hưởng ;

- Số tiền các khoản đầu tư được hỗ trợ ;
- Số tiền các khoản đầu tư trong lĩnh vực nông thôn ;
- Số khoản vay được giải ngân trong khuôn khổ Tín dụng;
- Dư nợ ròng các khoản vay được tài trợ bởi Tín dụng;
- Số nợ xấu trong số dư nợ ròng các khoản vay được tài trợ bởi Tín dụng.

Điều 12 – Theo dõi của CCF:

Người vay đảm bảo rằng ngoài những quy định tại Điều 14 của Quy định chung, CCF phải :

a) Cho Người cho vay biết được mọi quyết định hoặc sự kiện làm ảnh hưởng đáng kể đến việc thực hiện hoặc khai thác Dự án ;
b) Thông báo cho Người cho vay mọi sửa đổi về quy chế mà pháp luật quy định phải công bố, cũng như mọi giao dịch dẫn đến việc thay đổi sở hữu 5% hoặc hơn 5% vốn của mình hoặc thay đổi quyền kiểm soát trực tiếp hoặc gián tiếp của mình ;
c) Thông báo cho Người cho vay mọi sửa đổi về tổ chức thể chế của lĩnh vực hoạt động của mình ngoài các quy định của điều khoản về đòi nợ trước hạn ;
d) Hàng năm, trong thời hạn vừa phải sau khi kết thúc mỗi tài khóa của chính CCF và của mạng lưới PCFs, gửi cho Người cho vay : bản kết quả kinh doanh, báo cáo thường niên, báo cáo kiểm toán độc lập, báo cáo thanh tra của Ngân hàng Nhà nước nếu có, điểm đánh giá CCF nếu có do một Cơ quan chấm điểm đánh giá ;
e) Nếu Người cho vay yêu cầu, gửi cho Người cho vay :
- Toàn bộ báo cáo kỳ bán niên đặc biệt là về an toàn vốn đã gửi cho Ngân hàng Nhà nước ;
- Mọi thông tin bổ sung về (i) tình hình kết quả kinh doanh của CCF hoặc của hệ thống PCFs và tình hình hoạt động, như cơ cấu dư nợ của CCF phân chia theo từng lĩnh vực và kỳ hạn, phân chia rủi ro, phân tích nguồn vốn theo xuất xứ và thời hạn, tình hình các nguồn vốn và cam kết (kể cả các cam kết nằm ngoài bản tổng kết tài sản) nếu như các thông tin đó không có trong các báo cáo kỳ bán niên được quy định tại điểm a) Điều 14 của Quy định chung của thỏa ước này, (ii) phương pháp, quy tắc và thủ tục hạch toán, mức phán quyết cho vay.

PHẦN III -CAM KẾT VÀ QUY ĐỊNH KHÁC

Điều 13 - Cho phép chuyển ngân-

1°/ Người vay khẳng định khi cần thì tất cả các khoản tiền nợ Người cho vay trong khuôn khổ Thỏa ước này, bao gồm khoản vay gốc cũng như tiền lãi, tiền lãi chậm trả và lãi phạt, tiền bồi thường trả nợ trước hạn và các phí tổn phụ đều được phép tự do chuyển ngân.

Thoả thuận rằng việc cho phép chuyển này cũng được áp dụng cho mọi khoản tiền nợ Người cho vay dưới bất kỳ hình thức nào, theo Thoả ước này.

Việc cho phép này sẽ có giá trị cho đến khi trả hết toàn bộ khoản nợ Người cho vay mà không cần một văn bản khẳng định nào khác trong trường hợp Người cho vay phải kéo dài hạn hoàn trả các khoản tiền đã cho vay.

2°/ Người vay cam kết áp dụng tất cả các biện pháp để có đủ số tiền Euro cần thiết, vào những thời điểm có nhu cầu, để thực hiện cam kết cho phép chuyển ngân này.

3°/ Người vay cho phép Người cho vay chuyển tiền thẳng về Pháp hoặc đến bất cứ một nước nào khác, theo đúng các điều kiện được quy định trong Thỏa ước này và phù hợp với Quy chế hoạt động của Người cho vay tại Việt Nam.

Điều 14 – Tuyên bố và Cam kết đặc biệt:

1. Người vay tuyên bố và bảo đảm rằng :

- Người vay được cho phép một cách hợp lệ để vay theo các điều kiện được quy định trong Thoả ước này,

- Việc ký kết và thực hiện Thoả ước này không vi phạm bất cứ một hợp đồng nào có sự tham gia của Người vay và bất cứ một hiệp ước, đạo luật hoặc quy định hiện hành nào tại Việt Nam,

- Việc thực hiện Dự án phù hợp với quy định pháp luật và thủ tục hiện hành ,

- Các khoản tiền đầu tư cho Dự án không có nguồn gốc từ những hoạt động bất hợp pháp theo luật của Pháp và Việt Nam, và nhất là không có mối liên hệ nào đến đường dây buôn bán ma túy, gian lận ảnh hưởng đến lợi ích tài chính của Liên minh châu Âu, tham nhũng, các hoạt động tội phạm có tổ chức hoặc khủng bố. Danh sách các hoạt động nêu trên không bị giới hạn. Người vay cam kết sẽ thông báo cho Người cho vay ngay khi có các thông tin nghi ngờ về tính bất hợp pháp của các khoản tiền đó theo luật của Pháp và của nước sở tại.

2. Hành vi Tham nhũng, chống rửa tiền và tài trợ cho khủng bố :

Người vay cam kết :

- Sao cho Dự án (cụ thể là trong quá trình đàm phán, ký kết và thực hiện hợp đồng được tài trợ bằng khoản Tín dụng) không để xảy ra bất kỳ một Hành vi Tham nhũng nào, được xác định là hành vi hứa, tặng hoặc cho chính một Nhân viên Nhà nước, hoặc qua nhân viên đó để cho một người khác hoặc một thực thể khác, một cách trực tiếp hoặc gián tiếp bất cứ một quyền lợi nào không có cơ sở dưới bất kể hình thức nào, để làm hoặc không làm một việc nào đó trong khi thi hành công vụ; và việc một nhân viên nhà nước đòi hoặc chấp nhận một cách trực tiếp hoặc gián tiếp cho chính bản thân mình hoặc cho một người khác hoặc một thực thể khác bất cứ một quyền lợi nào không có cơ sở dưới bất kể hình thức nào để làm hoặc không làm một việc nào đó trong khi thi hành công vụ.
- Đảm bảo rằng CCF chỉ sử dụng vốn vay lại để tài trợ cho Dự án theo đúng các điều kiện được quy định tại Thỏa ước này ;
- Trong suốt thời gian Tín dụng, tôn trọng và buộc CCF và các PCF phải tôn trọng các quy định dưới đây về chống rửa tiền và tài trợ cho khủng bố:
  - o áp dụng đối với khách hàng của mình các quy định triển khai bắt buộc nghiêm ngặt theo tiêu chuẩn GAFI,

- không có quan hệ làm ăn với người hoặc thực thể nằm trong danh sách cấm vận và chống khủng bố của Liên hợp quốc, Liên minh châu Âu hoặc của Pháp,
- theo yêu cầu của Người cho vay, gửi cho Người cho vay các thông tin, kể cả các dữ liệu ghi danh nếu các dữ liệu đó thay đổi, liên quan đến danh tính của từng Khách hàng Thụ hưởng và Người thụ hưởng Thực tế,
- Cho phép Người cho vay xác minh hoặc được yêu cầu xác minh cách thức Người vay và CCF làm tròn nghĩa vụ theo dõi các Khách hàng Thụ hưởng.

3. Trao và ký hợp đồng

Điều 11 "Trao và ký hợp đồng" của Quy định chung được sửa đổi như sau :

Mỗi PCF cam kết đưa vào hợp đồng Vay ký với Khách hàng Thụ hưởng các điều khoản theo đó :

- Khách hàng Thụ hưởng cam kết ký hợp đồng thi công hoặc cung cấp dịch vụ cần thiết cho việc thực hiện Dự án với các doanh nghiệp có đầy đủ mọi bảo đảm về năng lực thực hiện tốt các công trình và dịch vụ, không có một ngoại lệ nào từ các bản hợp đồng đã ký lại có thể chống lại Người cho vay ;

- Khách hàng Thụ hưởng tuyên bố "*không có một hành vi nào có thể gây ảnh hưởng tới tiến trình thực hiện Dự án làm phương hại đến Người vay, và nhất là đã và sẽ không có bất cứ một Thông đồng nào*" ;
"Thông đồng" chỉ các hành động được thống nhất giữa các bên, các quy ước chung, các thỏa thuận rõ ràng hoặc mặc định hoặc các liên minh, kể cả trường hợp thông qua trung gian trực tiếp hoặc gián tiếp của một công ty hoặc một tập đoàn hoạt động tại một nước nào đó nhằm mục đích hoặc gây hậu quả là cản trở, hạn chế hoặc làm sai lệch hoạt động cạnh tranh trên thị trường, đặc biệt là những hành vi nhằm :
- hạn chế khả năng tiếp cận thị trường hoặc hạn chế tự do cạnh tranh của các doanh nghiệp khác,
- gây trở ngại cho việc định giá theo quy luật tự do của thị trường bằng cách tạo ra những điều kiện giả tạo để tự nâng hoặc giảm giá,
- hạn chế hoặc kiểm tra hoạt động sản xuất, thị trường, hoạt động đầu tư hoặc tiến bộ kỹ thuật,
- phân chia thị trường hoặc nguồn cung ứng.

- Khách hàng Thụ hưởng tuyên bố rằng "*việc đàm phán, ký kết và thực hiện hợp đồng đã và sẽ không dẫn tới bất cứ một Hành vi Tham nhũng nào như đã được quy định tại Công ước Chống tham nhũng của Liên hợp quốc ngày 31 tháng 10 năm 2003*" ;

- Khách hàng Thụ hưởng cho phép Người vay gửi cho Người cho vay chứng từ về điều kiện thực hiện các hợp đồng trên nếu như Người cho vay có yêu cầu ;

Người cho vay dành quyền được tạm ngưng hoặc hủy bỏ việc rót vốn cho Dự án và tuyên bố đòi nợ trước hạn khoản Tín dụng nếu như một Hành vi Tham nhũng nào đó, như được xác định tại điều 14.2, được phát hiện ở bất cứ giai đoạn nào của thủ tục ký hợp đồng cho Dự án.

4. Trách nhiệm Môi trường và Xã hội :

Nhằm đẩy mạnh phát triển bền vững, các bên thỏa thuận cần phải khuyến khích tôn trọng các tiêu chuẩn về môi trường và xã hội được cộng đồng quốc tế công nhận. Trong số các tiêu chuẩn đó có các công ước cơ bản của Tổ chức Lao động Quốc tế và các công ước quốc tế về môi trường.

Để đạt được mục đích trên, phù hợp với pháp luật và quy tắc áp dụng tại Việt Nam, trong hoạt động kinh doanh của mình, mạng lưới các PCFs/CCF phải tôn trọng các tiêu chuẩn về xã hội và môi trường trên, và cũng phải yêu cầu các Khách hàng Thụ hưởng của mình áp dụng các tiêu chuẩn đó trong hoạt động kinh doanh của họ.

Để tôn trọng các tiêu chuẩn về môi trường và xã hội đó, Người vay cam kết sao cho CCF cũng như tất cả các đơn vị của mạng lưới các PCFs/CCF soạn thảo và áp dụng một chính sách trách nhiệm môi trường và xã hội theo phương thức hoạt động được quy định tại Phụ lục II. Chính sách này bao gồm :

- một danh sách loại trừ nêu rõ các dự án mà mạng lưới cam kết không tài trợ ;
- phương thức kiểm chế rủi ro môi trường và xã hội của các dự án do các đơn vị của mạng lưới tài trợ ; và
- phương thức thực hiện trách nhiệm xã hội nội bộ ("RSI")

Điều 15 - Tổng lãi suất thực-

Để phù hợp với quy định pháp luật của Pháp và cho phép Người vay biết được tổng chi phí thực của Tín dụng, được quy định có tính tham khảo rằng với giả thiết rót vốn vào ngày ký Thoả ước này, lãi suất được cố định ngày 9 tháng 11 năm 2009 là 1,88%/năm, lãi suất thực hàng năm sẽ là 1,92% và tổng lãi suất thực kỳ bán niên sẽ là 0,96%. Lãi suất này có giá trị trong kỳ bán niên diễn ra việc ký kết Thoả ước này.

Điều 16 – Các tình tiết mới

Điều 18 "Các tình tiết mới" của Quy định chung được thay thế và sửa đổi như sau :

Trong trường hợp xảy ra mọi sự kiện hay biện pháp đặc biệt (bao gồm cả biện pháp thuế, tiền tệ, tài chính hay ngân hàng, dù đó là của Pháp, châu Âu hay Việt Nam) làm cho Thoả ước này trở nên bất hợp pháp hoặc không thể thực thi, hay kéo theo chi phí vượt trội đáng kể mà Người cho vay phải chịu, hay ảnh hưởng bất lợi tới việc tiếp cận tới thị trường vốn quốc gia hay quốc tế, Người cho vay sẽ thông báo ngay cho Người vay về tình tiết mới này. Kể từ khi có thông báo này, sẽ không có một khoản giải ngân nào được thực hiện.

Người vay và Người cho vay sẽ phối hợp với nhau nhằm đạt được một giải pháp hòa giải cho phép tiếp tục thực hiện Thoả ước một cách hợp pháp.

Nếu không có giải pháp nào được đưa ra trong vòng ba mươi (30) ngày lịch kể từ ngày Người vay nhận được thông báo trên, Người cho vay sẽ thông báo cho Người vay về việc kết thúc các nghĩa vụ trong khuôn khổ Thoả ước này và sẽ yêu cầu Người vay hoàn trả ngay mọi khoản còn nợ cộng thêm các chi phí phụ trội nếu có do tình tiết mới, nếu như các tình tiết mới này do nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam trực tiếp hay gián tiếp gây ra.

Điều 17 - Chọn địa chỉ-

Để thi hành các điều khoản và điều kiện của Thỏa ước này, các bên chọn địa chỉ như sau:

- Người cho vay tại Hội sở tại Paris
  Số 5, phố Roland Barthes, 75598 Paris cedex 12
  Fax : 01 53 44 38 66, Điện thoại : 01 53 44 31 31

- Người vay tại Hà Nội
  Bộ Tài chính
  Số 28 Trần Hưng Đạo, Hà Nội - Việt Nam
  Fax: 04 22 20 80 20, Điện thoại : 04 22 20 28 28

đây là những địa điểm mà mọi văn bản thủ tục được chuyển tới sẽ có giá trị.

Điều 18 - Tem và đăng ký-

Phí tổn tem và lệ phí đăng ký Thỏa ước này tại Việt Nam sẽ do Người vay chịu nếu các bên hoặc một bên phải thực hiện thủ tục này.

Làm thành sáu bản gốc,
ba bản tiếng Pháp và ba bản tiếng Việt,

tại Hà Nội, ngày 12 tháng 11 năm 2009

Người vay,
Ông Nguyễn Công Nghiệp
Thứ trưởng Thứ nhất Bộ Tài chính

Người cho vay,
Ông Jean-Michel SEVERINO
Tổng Giám đốc AFD

Đồng ký kết bởi Ngài Hervé BOLOT, Đại sứ Pháp tại Việt Nam

Phụ lục I – Mô tả

1. Giới thiệu tổng quát

Mục đích

Mục đích của Dự án là ưu tiên phát triển các khoản đầu tư của khu vực nông thôn, một khu vực kinh tế trọng tâm của nền kinh tế Việt Nam.

Mục tiêu chuyên biệt

Các mục tiêu chuyên biệt của Dự án là (i) hỗ trợ phát triển mạnh mẽ các hoạt động của các Quỹ Tín dụng Nhân dân - PCF, (ii) hỗ trợ PCF mở rộng cấp tín dụng trung và dài hạn và (iii) tham gia vào hoạt động tăng cường năng lực của mạng lưới.

Thành phần tham gia và phương thức thực hiện

Mạng lưới PCF là một mạng lưới ngân hàng tương hỗ có quy mô nhỏ, hoạt động trong khu vực nông thôn. Việc hình thành mạng lưới này đã được Mạng lưới Desjardins của Canada hỗ trợ rất nhiều. Nhìn chung, các PCF được thành lập theo sáng kiến của những người nông dân nhằm cung cấp một loại dịch vụ ngân hàng (gửi và cho vay ngắn hạn, loại tín dụng vi mô) cho các khách hàng hội viên tại vùng nông thôn không được hưởng dịch vụ của các ngân hàng lớn (NHNN&PTNT-Agribank và Ngân hàng Chính sách Xã hội - NHCSXH). Hiện nay, mạng lưới có khoảng gần 1000 đơn vị nằm ở hầu hết các tỉnh của Việt Nam. Thị trường của mạng lưới còn hạn chế (1,9% tín dụng được cấp trên phạm vi cả nước), nhưng cũng có tới 1,2 triệu người thụ hưởng tính đến cuối 2007.

Người thụ hưởng đầu tiên của Dự án AFD sẽ là Quỹ Tín dụng Trung ương (CCF), là tổ chức sẽ tái cấp vốn cho mạng lưới tương hỗ của PCF.

Nhóm vẫn đang trong giai đoạn phát triển bao gồm cả Hiệp hội Quỹ Tín dụng Nhân dân làm đầu mối liên kết và chỉ đạo mạng lưới theo cách của các mạng lưới tương hỗ khác tương tự.

Nội dung của Dự án

Dự án bao gồm một khoản vay ưu đãi có bảo lãnh của Chính phủ trị giá 30 triệu euro dành cho Bộ Tài chính Việt Nam, là đối tượng của thỏa ước này. Bộ Tài chính sẽ cho CCF vay lại vốn.

Vốn này sẽ được CCF cho các PCF vay lại để tài trợ cho các khoản vay đầu tư trung và dài hạn dành cho các doanh nghiệp và các chủ thầu tư nhân trong khu vực nông thôn.

Dự án còn bao gồm cả một hợp phần tăng cường năng lực các PCF, được tài trợ bằng một khoản viện trợ không hoàn lại. Khoản viện trợ không hoàn lại này là đối tượng của thỏa ước CVN 6014 02, dành cho hoạt động tăng cường năng lực của các PCF trong việc phân tích rủi ro và phát triển hoạt động cho vay trung và dài hạn.

2. TIÊU CHÍ HỢP LỆ

Phù hợp với các mục tiêu của Dự án nêu ở phần trên, vốn của khoản vay của AFD sẽ chỉ dùng để tài trợ cho các khoản tín dụng do PCFs cấp.

1.1. Tiêu chí lựa chọn các PCF :

Các PCF đáp ứng các tiêu chí sau đây sẽ đủ điều kiện để được tài trợ trong khuôn khổ Dự án của AFD :

(a) Đã được thành lập ít nhất là 1 năm,
(b) Có mức tiền gửi trên 500 triệu đồng,
(c) Có các qui định về chống rửa tiền và chống tài trợ cho khủng bố phù hợp với chuẩn mực quốc tế của GAFI,
(d) Cam kết tham gia vào tiến trình cải thiện các qui định về môi trường và xã hội của mình

Sẽ bị loại ra khỏi Dự án tất cả các PCF nằm ở các trung tâm thành phố của các đô thị lớn sau: Hà Nội, Thành phố Hồ Chí Minh, Hải Phòng, Cần Thơ, Đà Nẵng.

1.2. Tiêu chí lựa chọn Khách hàng thụ hưởng:

Các khoản tín dụng dành cho các đối tượng sau sẽ được tài trợ trong khuôn khổ của Dự án :

(a) doanh nghiệp, hộ gia đình và cá nhân,
(b) hội viên của các PCF,
(c) các lĩnh vực nông nghiệp và phát triển nông thôn.

1.3. Tiêu chí về các khoản vay cho Khách hàng thụ hưởng:

Các khoản tín dụng đáp ứng các đặc điểm sau sẽ đủ điều kiện để được tài trợ trong khuôn khổ Dự án của AFD :

(a) Giá trị tối đa : tương đương với 50 000 euro,
(b) Thời hạn : từ 1 đến 10 năm,
(c) Các khoản tín dụng này sẽ do PCFs cấp theo điều kiện được xác định bởi PCF và CCF.

1.4. Điều kiện của các khoản vay giữa CCF và các PCF:

Vốn sẽ do CCF cho các PCF vay lại với lãi suất bằng lãi suất của Bộ Tài chính cho vay lại cộng thêm một phần chênh lệch được quy định cho từng tỉnh theo danh sách nêu trong tài liệu hướng dẫn thủ tục và giải ngân, tùy theo mức độ ưu đãi nhiều hay ít trong phát triển khu vực nông thôn Việt Nam :

1.5. Giới hạn mức vay

Ngoài ra :

(a) Mỗi chi nhánh vùng của CCF được cấp không quá 10% tổng số tiền của hạn mức tín dụng này,
(b) Mỗi PCF được hưởng không quá 1% tổng số tiền của hạn mức tín dụng này.

3. VỐN QUAY VÒNG

Vốn thu được từ các khoản hoàn trả tín dụng sẽ được tập trung vào một quỹ quay vòng và sẽ được cho các PCF và Khách hàng thụ hưởng vay lại theo các tiêu chí sẽ được nêu rõ trong tài liệu hướng dẫn thủ tục và giải ngân.

4. HƯỚNG DẪN THỦ TỤC VÀ GIẢI NGÂN

Ngoài Thỏa ước mở tín dụng được ký giữa Người cho vay và Người vay, một cuốn hướng dẫn thủ tục và giải ngân sẽ được soạn thảo để quy định cụ thể các thể thức triển khai Dự án.

5. BAN DỰ ÁN

Một ban dự án sẽ được thành lập để đảm nhiệm công tác triển khai và theo dõi dự án. Ban này gồm một cán bộ phụ trách các Vấn đề về Môi trường và Xã hội của Dự án. Việc thành lập ban dự án là một điều kiện giải ngân lần đầu của hai khoản tài trợ của Dự án.

Phụ lục II – Kế hoạch Cải thiện Môi trường và Xã hội

Người cho vay sẽ hỗ trợ CCF tiến hành một nghiên cứu dẫn đến việc xác lập một kế hoạch cải thiện môi trường và xã hội trong mạng lưới.

Nghiên cứu này sẽ được tài trợ bởi (i) Người cho vay với mức tối đa là 50 000 euro và (ii) một phần đóng góp của Người vay, kể cả dưới hình thức cấp phương tiện và/hoặc nhân lực chiếm khoảng 25% tổng kinh phí.

Nghiên cứu sẽ được tổ chức theo cách sau :

- Thuê một tư vấn chuyên ngành để giúp đỡ mạng lưới xây dựng chính sách và các thủ tục về trách nhiệm xã hội và môi trường (RSE), thực hiện nghiên cứu để xác định các giai đoạn của kế hoạch cải thiện môi trường và xã hội của mạng lưới,
- Đào tạo các tiểu giáo viên, là những người chịu trách nhiệm đào tạo cán bộ tín dụng tại mỗi PCF,
- Kế hoạch từng bước triển khai chính sách và các thủ tục : ưu tiên áp dụng cho các PCFs thụ hưởng dự án của AFD và mở rộng dần ra tất cả các đơn vị.

Việc triển khai hợp phần này là điều kiện giải ngân của Dự án được quy định tại điều 7 của Thỏa ước này; các điều kiện giải ngân này sẽ bao gồm các hoạt động sau :

Điều kiện giải ngân lần 2 :

- Làm việc với tư vấn ;
- Xem xét cách làm hiện nay và dự báo rủi ro về Môi trường và Xã hội ;
- Xây dựng Kế hoạch cải thiện môi trường và xã hội

Điều kiện giải ngân lần 3 :

- Xây dựng chính sách và thủ tục về trách nhiệm xã hội và môi trường của mạng lưới ;
- Xác định các công cụ về trách nhiệm xã hội và môi trường với các PCFs ;
- Đào tạo các tiểu giáo viên

***

Phụ lục III-1 Mẫu thư đề nghị rót vốn

Người vay gửi cho AFD

(AFD phải nhận được thư đề nghị rót vốn hai ngày làm việc trước Ngày Cố định lãi suất)

V/v : Thoả ước mở tín dụng số CVN 6014 01 ký ngày.....

Qua Thoả ước ký ngày..... tại....., AFD đã dành cho chúng tôi một khoản Tín dụng trị giá 30 000 000 euro.

Bằng thư này, chúng tôi đề nghị một đợt giải ngân với các đặc điểm sau :

Số tiền : euro
Lãi suất : được xác định theo điều khoản nêu trong điều 2 của các Điều kiện riêng của thoả ước nêu trên là (lãi suất thả nổi) (lãi suất cố định).

Tôi ghi nhận rằng Cơ quan sẽ khẳng định cho chúng tôi bằng văn bản lãi suất áp dụng cho lần giải ngân này.

(nếu là lãi suất cố định) (vốn phải được rót trong thời hạn năm ngày kể từ ngày ấn định lãi suất được áp dụng cho đề nghị rót vốn này. Tuy nhiên, nếu lãi suất cố định của lần giải ngân này vượt quá mức lãi suất ...../năm, rất mong Quý Cơ quan coi đề nghị này đã bị huỷ)

Phụ lục III-2 Mẫu thư khẳng định rót vốn

(AFD gửi cho Người vay thư bảo đảm trong thời hạn 5 Ngày làm việc kể từ Ngày Cố định Lãi suất và Người vay phải xác nhận đã nhận được thư này)

V/v : Thoả ước mở tín dụng số CVN 6014 01 ký ngày.....
Tham chiếu : Thư của Người vay số

Qua công thư ngày ....., Ngài đã cho chúng tôi biết rằng Ngài muốn đợt giải ngân ..... euro và Ngài chấp nhận lãi suất sẽ được áp dụng vào Ngày Cố định Lãi suất theo những điều kiện được xác định trong thoả ước nêu trên.

Do vậy, các đặc điểm của đợt rót vốn này là như sau :

Số tiền : euro
Lãu suất vào ngày này : (EURIBOR - %/năm), (.....%/năm)
Tổng lãi suất thực kỳ bán niên : %
Tổng lãi suất thực một năm : %

[Để thông báo ;

Ngày Cố định Lãi suất :

Lãi suất cố định tham chiếu : %/năm

Chỉ số lãi suất tham chiếu :

Chỉ số lãi suất tại thời điểm Ngày Cố định Lãi suất :

Phụ lục IV –1 Mẫu Thư Yêu cầu Chuyển đổi Lãi suất

V/v : Chuyển đổi lãi suất thả nổi sang lãi suất cố định
Số Tín dụng: CVN 6014 01

Thưa Ông,

Khoản Tín dụng nêu trên đang chịu lãi suất thả nổi. Chúng tôi đề nghị Ông chuyển lãi suất thả nổi này sang lãi suất cố định theo điều kiện đã được dự kiến trong Thoả ước mở tín dụng ký ngày giữa AFD và . Các đặc trưng của khoản Tín dụng như sau:

- Ngày Cố định lãi suất:
- Số tiền chuyển đổi: Euro
- Lãi suất đối đa mà trên mức này yêu cầu chuyển đổi được coi như bị huỷ bỏ : -------- ---- %/năm

Phụ lục IV –2 Mẫu Thư Khẳng định Chuyển đổi Lãi suất

V/v : Chuyển đổi lãi suất thả nổi sang lãi suất cố định
Số Tín dụng CVN 6014 01

Thưa Ông,

Phúc đáp yêu cầu chuyển đổi lãi suất của Ông đề ngày , tôi hân hạnh khẳng định với Ông, qua các công thư này, lãi suất mới áp dụng cho khoản Tín dụng mà Cơ quan Phát triển Pháp chiếu theo thoả ước được ký kết ngày _____.

Do vậy, lãi suất xác định tại điều 2 của thoả ước được sửa đổi kể từ ngày ..... (ngày hiệu lực) như sau :

- lãi suất : _____ %/năm
- tổng lãi suất thực năm: _____ %/năm
- tổng lãi suất thực (6 tháng) (3 tháng)

Để thông tin :

- Số tiền được Chuyển đổi lãi suất: _____ Euro
- Ngày Cố định lãi suất :
- Lãi suất Cố định tham chiếu : _____ %/năm
- Chỉ số lãi suất tham chiếu: _____
- Chỉ số lãi suất tại Ngày Cố định lãi suất: _____

Các điều khoản khác của Thoả ước ngày không thay đổi trong chừng mực mà các điều khoản này không trái ngược với các điều khoản của văn bản bổ sung này.

Rất mong Ông cho ý kiến chấp thuận về các nội dung của công thư có giá trị như văn bản bổ sung cho thoả ước và gửi lại cho tôi một bản ghi rõ ngày tháng và đã được Ông ký, trước chữ ký xin ghi rõ "đã đọc và chấp thuận".

Tôi xin gửi tới Ông lời chào trân trọng.

Làm thành hai bản gốc tại Paris, ngày .....

Phụ lục V - Mẫu ý kiến pháp lý

Đối tượng : Kiểm tra tính hợp thức

của Thỏa ước mở tín dụng số ..... với tổng giá trị là ..... EURO được ký ngày ..... giữa Cơ quan Phát triển Pháp và .....để tài trợ cho dự án .....

Tôi ký tên dưới đây.....
hành động với tư cách.....

sau khi đã xem xét Thỏa ước mở tín dụng nêu ở phần đối tượng và các phụ lục, cũng như các tài liệu cần thiết cho phép lập ý kiến pháp lý này, cho ý kiến pháp lý như sau :

Quyết định vay, ngày....., nhân danh..... mà tôi đã xem xét cho phép việc Chính phủ vay tiền nói trên là hoàn toàn hợp thức và phù hợp với pháp luật Việt Nam hiện hành.

Tất cả các điều khoản trong Thỏa ước mở tín dụng đều phù hợp với các quy định của công pháp quốc tế của ....., và nếu không làm đăng ký cho thỏa ước này, thì cũng không ảnh hưởng gì đến tính hợp thức của nó.

Do đó, các nghĩa vụ mà Chính phủ Nước Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam cam kết trong thỏa ước này là hoàn toàn hợp thức và buộc Chính phủ Nước Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam phải tôn trọng không hạn chế và cũng không có điều kiện.

Ủy quyền ngày....., mà tôi đã xem xét, trao cho ..... nhân danh ..... được quyền ký Thỏa ước mở tín dụng nhân danh Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam, với tư cách ..... là hoàn toàn hợp thức.

Do đó, chữ ký của Ông ..... là sự cam kết không hạn chế và cũng không có điều kiện của Chính phủ Nước Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam đối với thỏa ước này, cũng như đối với tất cả các hệ quả của nó sau này.

QUY ĐỊNH CHUNG

PHẦN I - THỂ THỨC SỬ DỤNG TÍN DỤNG

Điều 1- Điều kiện rót vốn –

Vốn sẽ được rót với điều kiện Người cho vay nhận được các tài liệu dưới đây:

1°/ Đối với lần rót vốn đầu tiên :

- các tài liệu xác nhận rằng ban lãnh đạo của các Nhà đồng tài trợ đã cấp các khoản tài trợ dự kiến trong kế hoạch tài trợ trong phần Quy định riêng,

- bản sao Hợp đồng cho vay lại đã ký trong trường hợp khoản Tín dụng được chuyển nhượng lại cho người thụ hưởng,

2°/ Đối với mỗi lần rót vốn kể cả lần rót vốn đầu tiên :

- hợp đồng, thư đặt hàng cũng như các kế hoạch, dự trù giá cả được gửi trước cho Người cho vay theo quy định của điều 11 của Quy định chung, và liên quan đến khoản rót vốn được yêu cầu.

  Ngoài ra, lần rót vốn đầu tiên trong khuôn khổ thư đặt hàng hoặc các hợp đồng có giá trị lớn hơn 700 000 DTS sẽ được thực hiện với điều kiện phải chuyển cho Người cho vay các chi tiết xác định thể nhân (căn cước, quốc tịch và nơi ở) và pháp nhân (tên giao dịch, trụ sở chính, căn cước của thành viên) của các đơn vị trúng thầu hợp đồng hay đơn đặt hàng.

Điều 2.-Thể thức rót vốn -

Vốn sẽ được rót cho Người vay theo các thể thức sau :

1°/ Tái tài trợ những chi phí đã được Người vay chi trả:

Vốn sẽ được rót cho Người vay bằng nhiều lần rót liên tiếp theo đề nghị của Người vay và dựa trên những xác nhận chi tiêu đã được Người vay thanh toán. Người vay phải gửi các chứng từ xác nhận đã thanh toán các khoản chi phí kèm theo các yêu cầu rót vốn.

Các chứng từ như bản thanh toán hoặc hóa đơn đã thanh toán có thể được xuất trình dưới dạng bản chụp hoặc bản sao đã được Người vay xác nhận đúng như bản gốc, và phải ghi rõ tham chiếu cũng như ngày bảo chi. Người vay cam kết giữ kỹ bản chính và cho phép Người cho vay sử dụng bất cứ lúc nào.

Ngoài ra, Người cho vay có thể yêu cầu Người vay cung cấp bất cứ một tài liệu nào chứng tỏ rằng khoản đầu tư tương ứng với các chi phí trên đã được thực hiện.

2°/ Người cho vay rót tiền trực tiếp cho các doanh nghiệp

Người vay có thể yêu cầu Người cho vay rót tiền trực tiếp cho các doanh nghiệp tham gia thực hiện Dự án.

Để thực hiện việc này, Người vay sẽ gửi cho Người cho vay tất cả những chỉ dẫn cần thiết cho phép Người cho vay thực hiện việc rót tiền trực tiếp như đã yêu cầu. Kèm theo những chỉ dẫn này cần phải có các bản thanh toán, hóa đơn hoặc yêu cầu thanh toán tiền đặt cọc dưới dạng bản chụp hoặc bản sao được Người vay xác nhận sao y bản gốc.

Hai bên thỏa thuận rằng Người cho vay sẽ hành động với tư cách được Người vay ủy quyền, và Người cho vay không bao giờ phải thẩm tra xem có cản trở nào về mặt pháp lý không đối với những lần rót vốn theo yêu cầu. Tuy nhiên, nếu như biết được có những cản trở về mặt pháp lý hoặc trong những trường hợp được quy định ở khoản 1/ điều 3 của Quy định chung thì Người cho vay có quyền bác bỏ các yêu cầu rót vốn trên.

Người vay miễn cho Người cho vay mọi trách nhiệm liên quan đến cách thức rót tiền ở trên, và khước từ mọi khiếu tố chống lại Người cho vay. Người vay sẽ phải chịu trách nhiệm hoàn toàn về mọi hậu quả có thể xảy ra do những khiếu tố của người thứ ba chống lại Người cho vay về việc thực hiện uỷ quyền này.

Người vay thừa nhận là nợ của Người cho vay những khoản tiền đã được rót trong các điều kiện nói trên, cũng như chịu tiền lãi của những khoản tiền đó tính từ ngày giá trị của các khoản tiền đã rót.

Trong trường hợp các khoản đặt cọc được rót trực tiếp cho doanh nghiệp trong khuôn khổ hợp đồng đã ký để thực hiện Dự án, ngay từ bây giờ, Người vay cam kết nếu có yêu cầu của Người cho vay thì sẽ để cho Người cho vay được hưởng mọi bảo lãnh hoàn trả của ngân hàng phát hành cho các khoản đặt cọc liên quan.

Điều 3.-Hoãn hoặc bác bỏ các yêu cầu rót vốn- Giảm Tín dụng-

1°/ Hoãn - Bác bỏ các yêu cầu rót vốn

Người cho vay dành quyền hoãn lại và nếu cần thì có thể bác bỏ mọi yêu cầu rót vốn nếu xảy ra một trong các trường hợp đòi Tín dụng trước hạn được quy định tại điều 16 dưới đây, nếu Nhà đồng tài trợ ngưng rót vốn cho Dự án hoặc nếu CCF không tôn trọng một cam kết nào đó do Thỏa ước này quy định và đã cam kết với Người vay trong Hợp đồng cho vay lại.

Ngoài ra, Người cho vay cũng dành cho mình quyền nói trên nếu có trục trặc trong việc tự do chuyển đổi và chuyển khoản các khoản hoàn trả và thanh toán lãi hoặc một món tiền nào đó còn nợ Người cho vay trong khuôn khổ Tín dụng hoặc bất cứ một khoản tín dụng nào khác mà Người cho vay cấp cho Người vay.

2°/ Giảm Tín dụng

- Người cho vay dành quyền được cắt giảm khoản Tín dụng trong trường hợp các chi phí cho Dự án thấp hơn so với mức chi phí được dự kiến ở Quy định riêng, trừ trường hợp có thoả thuận khác giữa hai bên.
- Người vay có quyền khước từ không sử dụng toàn bộ hoặc một phần Tín dụng. Người vay sẽ phải thông báo quyết định thực hiện quyền này của mình cho Người cho vay biết bằng thư bảo đảm.

- Phần Tín dụng không được rót trước Ngày hạn Rót vốn sẽ đương nhiên bị hủy bỏ, trừ khi các bên cùng thỏa thuận gia hạn.

PHẦN II. ĐIỀU KIỆN TÀI CHÍNH VÀ KẾ TOÁN

Điều 4 - Cách tính lãi

Để tính lãi như được miêu tả trong điều khoản này, bất kể đó là loại lãi gì, theo thông lệ của ngân hàng, một năm được coi như có 360 ngày.

1°/ Lãi trên khoản gốc chưa đến hạn phải trả

Tiền lãi sẽ tính theo số ngày thực vay với lãi suất được quy định tại điều "Tiền lãi" của Quy định riêng. Số ngày đó được tính từ ngày hôm sau của ngày rót vốn đến Ngày hạn Trả nợ ngay sau đó hoặc từ ngày hôm sau của một Ngày hạn Trả nợ đến Ngày hạn Trả nợ tiếp theo.

2°/ Lãi chậm trả tính trên các khoản tiền đã đến hạn phải trả nhưng chưa được thanh toán.

Tiền lãi chậm trả tính trên nợ gốc đã đến hạn phải trả nhưng chưa được thanh toán vào Ngày hạn Trả nợ được tính từ ngày hôm sau của Ngày hạn Trả nợ đó, theo lãi suất ấn định tại điều "Tiền lãi" của Quy định riêng.

Tiền lãi chậm trả tính trên các khoản tiền bồi thường trả nợ trước hạn và phí tổn phụ được tính từ ngày hôm sau của ngày hạn phải Trả nợ theo lãi suất ấn định tại điều "Tiền lãi" của Quy định riêng.

3°/ Lãi phạt tính thêm vào lãi chậm trả

Tiền lãi phạt được tính trên các khoản tiền gốc, khoản bồi thường trả nợ trước hạn, phụ phí không thanh toán đúng hạn, với lãi suất là 3% (ba phần trăm)/năm. Các khoản tiền đó bắt đầu phải chịu lãi phạt sau 30 ngày lịch tính từ ngày hạn phải trả và phải được thanh toán vào các ngày được quy định tại điều 8 "Ngày hạn phải trả nợ" dưới đây, mà Người cho vay không cần phải gửi bất cứ một thông báo nào.

Tất cả các khoản lãi quá hạn một năm chưa được thanh toán sẽ phải chịu lãi chậm trả với lãi suất quy định tại điều "Tiền lãi" của Quy định riêng. Lãi chậm trả sẽ được tính kể từ ngày thứ 365 (ngày thứ ba trăm sáu mười lăm) sau ngày hạn phải trả nợ.

Tất cả các khoản lãi quá hạn một năm chưa được thanh toán sẽ phải chịu lãi phạt với lãi suất 3% (ba phần trăm)/năm. Lãi phạt sẽ được tính kể từ ngày thứ 365 (ngày thứ ba trăm sáu mười lăm) sau ngày hạn phải trả nợ.

Điều 5.-Phí tổn phụ-

1°/ Những chi phí sau đây được coi là phí tổn phụ do Người vay phải chi trả :

a) chi phí mà Người cho vay phải trả cho việc ký kết và thực hiện Thỏa ước này, nhất là chi phí tem và đăng ký cũng như các chi phí nếu có liên quan đến tư vấn pháp lý và việc cấp ý kiến pháp lý của Việt Nam, phù hợp đối với Người cho vay, về việc tổ chức và triển khai Dự án.

b) tiền hoa hồng và chi phí chuyển ngân nếu có khi rót vốn cho Người vay hoặc khi chi trả thay cho Người vay, từ địa bàn Paris tới bất cứ địa bàn nào khác đã được xác định cùng với Người cho vay, cũng như tiền hoa hồng và phí chuyển ngân nếu có khi thanh toán mọi khoản tiền nợ trong khuôn khổ Tín dụng. Được nêu rõ rằng hiện tại, mọi khoản thanh toán bằng đồng Euro do Người cho vay thực hiện vào một tài khoản ngân hàng mở tại Pháp được miễn trừ mọi loại phí và hoa hồng.

c) những chi phí cho thủ tục và tiền thù lao luật sư nếu có do Người cho vay chi trả và cần thiết để đòi các khoản tiền mà Người vay còn nợ, trong trường hợp phán quyết không có lợi cho Người vay trong khuôn khổ điều 20.

d) mọi thứ thuế hoặc lệ phí hiện hành của nước sở tại vào thời điểm ký bản Thỏa ước này hoặc sẽ được ban hành sau khi ký kết, mà Người cho vay có thể phải trả cho việc cấp Tín dụng và thu các khoản lãi.

Tất cả các khoản thuế và lệ phí phải trả ở Pháp không được coi là những phí tổn phụ mà Người vay phải trả.

2°/ Những phí tổn phụ thuộc trách nhiệm trả của Người vay, nhưng Người cho vay đã chi trả thì sẽ được ghi vào phần nợ trong tài khoản của Người vay. Giấy xác nhận các phí tổn phụ sẽ được chuyển cho Người vay.

Tất cả phí tổn phụ phải được thanh toán vào thời hạn được quy định tại điều 8 dưới đây.

Điều 6.-Nơi thực hiện và cấp Tín dụng

1°/ Đồng tiền thanh toán của Tín dụng là đồng Euro.

2°/ Địa điểm thực hiện và cấp Tín dụng là PARIS.

Vốn sẽ được Người cho vay rót vào bất cứ tài khoản ngân hàng nào ở Paris do Người vay chỉ định.

Tiền do Người vay thanh toán sẽ được chuyển vào tài khoản :

số 30 001 00064 00000040053 64 (mã RIB)

hoặc **số 30 001 00064 00000040053 64-FR - 76 (mã Iban)**

của Người cho vay mở tại NGÂN HÀNG TRUNG ƯƠNG PHÁP (Hội sở) tại PARIS.

Người vay cam kết sẽ có những biện pháp cần thiết sao cho ngân hàng thực hiện việc chuyển khoản tập hợp đầy đủ và theo thứ tự các thông tin sau trong thông báo chuyển tiền:

- Khách hàng yêu cầu lệnh : tên, địa chỉ, số tài khoản
- Ngân hàng yêu cầu lệnh
- Lý do thanh toán : tên của người yêu cầu, tên Dự án, số thoả ước

3°/ Trái với những điều quy định ở trên và với điều kiện có chấp thuận trước của Người cho vay, vốn có thể được rót cho Người vay tại một địa bàn ở nước thực hiện Dự án hoặc tại bất cứ một địa bàn nào khác được ấn định với sự thoả thuận của Người cho vay; vốn sẽ được chuyển qua bất cứ cơ quan tài chính nào nằm trên địa bàn đã chọn và do Người vay chỉ định, và theo yêu cầu của Người vay, có thể bằng đồng Euro vào một tài khoản đồng Euro, hay bằng giá trị quy đổi sang đồng tiền lưu hành hợp pháp trên địa bàn đó vào tài khoản bằng đồng tiền đó, theo tỷ giá do Ngân hàng Trung ương Pháp áp dụng vào ngày chuyển tiền.

Cũng vậy, trái với những điều quy định ở trên và với điều kiện có chấp thuận trước của Người cho vay, và với điều kiện Người vay tôn trọng cam kết nêu trong khoản 2°/ trên đây về các chỉ dẫn cho ngân hàng của mình và nếu với qui chế đặc biệt Người cho vay được phép thực hiện các giao dịch về vốn tại địa bàn thông qua trung gian của mình là chi nhánh tại địa bàn, Người vay có thể thanh toán ngay tại nước sở tại, nơi thực hiện Dự án, các khoản tiền nợ theo đồng tiền của Tín dụng, bằng giá trị qui đổi sang đồng tiền lưu hành hợp pháp tại ngày thanh toán; các khoản tiền này sẽ được chuyển vào bất cứ cơ quan tài chính nào nằm trên địa bàn này do Người cho vay chỉ định.

<u>Điều 7.- Quy tắc kế toán và ngày giá trị-</u>

1°/ Mọi hoạt động chuyển vốn sẽ được thực hiện bằng hình thức chuyển khoản.

2°/ Trong trường hợp chuyển tiền tại địa bàn Paris, tiền chuyển sẽ được ghi vào tài khoản Người vay trong sổ sách của Người cho vay theo các thể thức dưới đây :

- những khoản vay gốc đã được Người cho vay rót sẽ được ghi vào bên nợ, theo giá trị ngày chuyển ; các phí tổn phụ do Người cho vay thanh toán sẽ được ghi vào bên nợ, với giá trị được tính vào thời điểm ngày đến hạn trả,

- các khoản tiền trả cho Người cho vay sẽ được thực hiện bằng chuyển khoản và ghi vào bên có :

- với giá trị được tính ở thời điểm ngày nhận tiền nếu việc chuyển khoản được ghi có vào tài khoản của Người cho vay tại Ngân hàng trung ương Pháp trước 10 giờ sáng (giờ Paris).

- nếu không, sẽ tính theo giá trị được tính ở thời điểm ngày làm việc tiếp sau ngày nhận tiền vào tài khoản của Người cho vay ở Ngân hàng Trung ương Pháp.

3°/ Trong trường hợp các giao dịch chuyển tiền được thực hiện tại nước sở tại, nơi thực hiện Dự án và nếu với qui chế đặc biệt Người cho vay được phép thực hiện các giao dịch về vốn tại địa bàn thông qua trung gian của mình là chi nhánh tại địa bàn, tiền chuyển sẽ được ghi vào tài khoản của Người Vay trong sổ sách của Người cho vay theo các thể thức sau đây :

- những khoản vay gốc đã được rót được ghi vào bên nợ của tài khoản của Người vay trong sổ sách của Người cho vay, với giá trị tại thời điểm thực hiện,
- những khoản thanh toán cho Người cho vay được ghi vào bên có, giá trị tại thời điểm nhận tiền.

4°/ Trong trường hợp việc rót vốn được Người cho vay thực hiện tại nước sở tại, nơi thực hiện Dự án và nếu với qui chế đặc biệt Người cho vay không được phép thực hiện các giao dịch về vốn tại địa bàn thông qua trung gian của mình là chi nhánh tại địa bàn, số tiền vốn gốc được rót sẽ được ghi vào bên nợ tài khoản của Người Vay trong sổ sách của Người cho vay, với giá trị tại thời điểm thực hiện chuyển tiền của Ngân hàng trung ương Pháp.

5/ Trong mọi trường hợp, các khoản lãi đã đến hạn đều được ghi vào bên nợ, giá trị được tính vào thời điểm Ngày hạn Trả nợ.

Điều 8- Ngày hạn phải trả nợ -

1°/ Tất cả các khoản tiền nợ Người cho vay trong khuôn khổ Thỏa ước này, bất kể đó là khoản gì thì cũng đến hạn và phải được thanh toán vào Ngày hạn Trả nợ.

2°/ Trái với các quy định của khoản trên, những khoản tiền sau đây sẽ đến hạn trả :

a) bảy mươi lăm ngày lịch (và luôn được lùi đến cuối tháng) sau :

- Ngày hạn Trả nợ, đối với những khoản lãi còn nợ theo lãi suất của Tín dụng, trong trường hợp một khoản vốn được rót cho Người vay mười ngày hoặc dưới mười ngày trước Ngày hạn Trả nợ,

- ngày Người cho vay thanh toán giúp Người vay, đối với việc hoàn trả các phí tổn phụ có tổng số tiền lớn hơn hoặc bằng 1 500 Euro,

b) vào ngày hoàn trả trước hạn, đối với khoản thanh toán phần bồi thường nếu Người vay phải trả trong trường hợp hoàn trả Tín dụng trước hạn.

3°/ Trong các trường hợp trên đây :

- ngày giá trị của mỗi lần thanh toán sẽ được xác định theo các quy tắc được ấn định tại điều 7 trên đây hoặc trong Quy định riêng nếu có,

- nếu Ngày hạn Trả nợ hoặc ngày đòi nợ rơi vào ngày không phải là Ngày làm việc, thì Người vay phải thanh toán vào Ngày làm việc ngay trước đó.

Điều 9- Phân bổ các khoản tiền phải hoàn trả-

Những khoản thanh toán do Người vay trả cho Người cho vay sẽ được phân bổ trên các khoản nợ đến hạn phải trả theo thứ tự thâm niên và kế đó theo thứ tự ưu tiên sau:

- phí tổn phụ,
- lãi phạt,
- lãi chậm trả,
- lãi thường,
- vốn gốc.

Các khoản thanh toán do Người vay trả sẽ được phân bổ ưu tiên trả các khoản nợ đến hạn thuộc Tín dụng, và theo thứ tự được ấn định ở khoản trên.

Điều 10.- Trả nợ trước hạn

1°/ Người vay có quyền trả trước hạn cho Người cho vay toàn bộ hay một phần Tín dụng với các điều kiện sau :

a) Cho tới ngày được quy định tại Quy định riêng, không được hoàn trả Tín dụng trước hạn,

b) Sau ngày này, Người vay có quyền trả Người cho vay toàn bộ hoặc một phần Tín dụng vào Ngày hạn Trả nợ và với điều kiện phải báo trước ít nhất 30 ngày lịch trước Ngày hạn Trả nợ đó. Số tiền của mỗi lần trả trước phải bằng số tiền đầy đủ của một hoặc nhiều kỳ trả vốn gốc.

Tín dụng theo lãi suất cố định

Trong trường hợp này:

Nếu lãi suất của Tín dụng cộng thêm Mức độ ưu đãi thấp hơn hoặc bằng bằng lãi suất sử dụng lại số tiền hoàn trả trước, thì sẽ không phải bồi thường ;

Nếu lãi suất của Tín dụng cộng thêm Mức độ ưu đãi cao hơn lãi suất gửi khi sử dụng lại (cách tính lãi suất này được quy định dưới đây), thì Người vay phải bồi thường cho Người cho vay một khoản tiền tương đương với khoản chênh lệch tiền lãi được hiện tại hoá mà Người cho vay phải chịu. Đó là phần chênh lệch giữa tiền lãi tính theo lãi suất của Tín dụng cộng thêm Mức độ ưu đãi, mà lẽ ra khoản Tín dụng đã có thể tạo ra nếu không có việc hoàn trả trước hạn, và lãi thu được nếu gửi khi sử dụng lại số tiền hoàn trả trước đó với cùng thời hạn trả nợ như phần hoàn trả trước hạn của Tín dụng.

Lãi suất gửi khi sử dụng lại số tiền hoàn trả trước sẽ là mức sinh lời của Trái phiếu Kho bạc của Pháp có lãi suất cố định và với thời hạn gần nhất so với Thời hạn trung bình còn lại được tính vào ngày hoàn trả trước hạn của Tín dụng. Lãi suất sẽ là lãi suất ghi nhận kể từ lúc 11 giờ, giờ Paris, năm Ngày Làm việc trước ngày hoàn trả trước hạn, trên trang niêm yết giá của Tổ chức tài chính tham chiếu.

Tỷ suất hiện tại hóa sẽ bằng tỷ suất sinh lời của Trái phiếu Kho bạc của Pháp được chọn trên đây. Ngày tính lãi hiện tại hóa sẽ là ngày hoàn trả trước hạn.

Tín dụng theo lãi suất thả nổi

Khi hoàn trả trước hạn Người vay sẽ phải bồi thường cho Người cho vay một khoản tiền tương đương với giá trị hiện tại của các khoản lãi với lãi suất 1,00% (một phần trăm) áp dụng cho các kỳ hoàn vốn gốc của phần Tín dụng được hoàn trả trước hạn.

Tỷ suất hiện tại hoá sẽ bằng tỷ suất sinh lời của Trái phiếu Kho bạc của Pháp có lãi suất cố định và với thời hạn gần nhất so với Thời hạn trung bình còn lại được tính vào ngày hoàn trả trước hạn của Tín dụng. Lãi suất sẽ là lãi suất ghi nhận kể từ lúc 11 giờ, giờ Paris, năm Ngày Làm việc trước ngày hoàn trả trước hạn, trên trang niêm yết giá của Tổ chức tài chính tham chiếu.
Ngày tính lãi hiện tại hóa sẽ là ngày hoàn trả trước hạn.

2°/ Việc thanh toán và bồi thường hoàn trả trước hạn sẽ được tiến hành vào ngày giá trị của ngày hạn trả nợ (hoặc Ngày làm việc ngay trước đó nếu như ngày hạn trả nợ không phải là Ngày làm việc).

3°/ Trong trường hợp Người vay trả trước hạn toàn bộ hay một phần các khoản nợ cho một Nhà đồng tài trợ, Người cho vay được quyền yêu cầu hoàn trả trước hạn vốn Tín dụng còn nợ với tỷ lệ tương ứng.

4°/ Nếu như Người cho vay đòi hoàn trả Tín dụng trước hạn và/hoặc phần rót vốn hoàn trả cho Người cho vay được coi như hoàn trả trước hạn theo quy định của Thoả ước này, bất kể thời gian thực hiện rót vốn hoàn trả đó, thì phần hoàn trả trước hạn cũng phải chịu tiền bồi thường.

5°/ Số tiền trả nợ trước hạn sẽ được phân bổ đều trên những kỳ trả nợ cuối cùng được ấn định ở phần Quy định riêng bắt đầu từ những kỳ xa nhất.

PHẦN III- THỰC HIỆN VÀ THEO DÕI-

Điều 11 - Trao và ký hợp đồng-

1°/Người vay cam kết tôn trọng các nguyên tắc tạo ra sự cạnh tranh và minh bạch với điều kiện phù hợp với những quy định của khoản 2°/ dưới đây theo chuẩn mực được quốc tế công nhận và được Tổ chức Hợp tác và Phát triển Kinh tế (OCDE) khuyến cáo liên quan

đồng liên quan đến Dự án, tình hình cân đối tài chính, tình hình thực hiện phần kỹ thuật cũng như bối cảnh chung hoặc bối cảnh của ngành mà Dự án được triển khai,

e. trong suốt thời gian Dự án, gửi cho Người cho vay các báo cáo định kỳ về việc thực hiện kỹ thuật và tài chính của Dự án theo thể thức được thống nhất trong Quy định riêng,

f. gửi cho Người cho vay một báo cáo tổng hợp thực hiện Dự án trong thời hạn 6 tháng sau khi hoàn thành Dự án,

g. xin ý kiến chấp thuận trước của Người cho vay khi có những sửa đổi cơ bản một phần hoặc toàn bộ các tài liệu có tính cam kết liên quan đến việc thực hiện hoặc khai thác Dự án hoặc làm cơ sở cho việc thẩm cứu Dự án, nếu Người cho vay yêu cầu trong khuôn khổ Thỏa ước này,

h. sẽ cho phép Người cho vay thực hiện các chuyến công tác theo dõi và kiểm toán nhằm đánh giá các điều kiện thực hiện và khai thác Dự án cũng như phân tích các ảnh hưởng và thực hiện các mục tiêu. Để thực hiện điều đó, Người vay cam kết sẽ đón tiếp hoặc yêu cầu CCF đón tiếp các đoàn công tác này trong khoảng thời gian và theo những điều kiện do Người cho vay xác định sau khi tham khảo với Người vay và CCF, dựa trên cơ sở các văn bản và tình hình thực địa..

Điều 13. - Những cam kết của Người vay -

Người vay cam kết:

- không dành cho những khoản nợ của những người cho vay khác mà mình đang vay hoặc xin bảo lãnh, những đặc quyền hoặc ưu tiên hơn so với khoản nợ của Người cho vay, và nếu Người cho vay yêu cầu thì phải dành cho Người cho vay mọi bảo lãnh bổ sung liên quan mà Người vay dành cho bất kì một người cho vay nào khác,

- cung cấp cho Người cho vay những thông tin khái quát về tình hình nợ của nhà nước ở trong và ngoài nước, cũng như tình hình các khoản vay mà Người vay bảo lãnh, khi Người cho vay yêu cầu một cách hợp lý và phù hợp với quy định hiện hành tại Việt Nam,

- yêu cầu CCF phải cam kết tất cả những gì mà Người vay đã cam kết theo quy định của Thỏa ước này, nếu như Tín dụng được cho vay lại, nhất là các cam kết được quy định tại các điều 11, 12, 14 và 15 của Quy định chung này cũng như các cam kết có thể có tại Quy định riêng.

Điều 14 - Theo dõi của CCF-

Trong trường hợp Tín dụng được chuyển nhượng lại cho CCF, Người vay sẽ thực hiện các biện pháp cần thiết để trong thời gian thực hiện và khai thác Dự án, CCF sẽ :

- chuyển cho Người cho vay những tài liệu tài chính hoặc ngân sách hàng năm của mình ngay sau khi những tài liệu này được phê duyệt, cũng như mọi thông tin mà Người cho vay có thể yêu cầu cung cấp về tình hình tài chính của CCF một cách hợp lý, phù hợp với luật hiện hành tại Việt Nam.

- chuyển cho Người cho vay những báo cáo của các bộ phận lãnh đạo cũng như các báo cáo của thanh tra tài chính nếu có và báo cáo kiểm toán hoặc mọi báo cáo về thực hiện và kiểm soát năm ngân sách và tài chính của Người thụ hưởng, khi Người cho vay yêu cầu.

- bảo hiểm cho những tài sản được tài trợ bằng nguồn vốn Tín dụng về những rủi ro chính có thể xảy ra trong quá trình thực hiện và khai thác Dự án.

PHẦN IV- NỢ QUÁ HẠN VÀ ĐÒI NỢ TRƯỚC HẠN

Điều 15 - Nợ quá hạn-

Không kể đến việc thi hành các khoản thuộc điều 16 của Quy định chung về việc đòi Tín dụng trước hạn và điều 3 của Quy định chung về việc hoãn hoặc bác bỏ yêu cầu rót vốn, với giả thiết Người vay không trả đủ và đúng hạn các khoản nợ còn thiếu cho Người cho vay trong khuôn khổ Tín dụng hay trong khuôn khổ bất cứ Tín dụng nào khác do Người cho vay cấp, Người cho vay được quyền :

- đình chỉ tiến hành ký kết các thỏa ước liên quan đến các khoản tài trợ mà Người cho vay đã thông báo cho Người vay,

- đình chỉ xem xét các giao kèo mà Người vay chuyển đến cho Người cho vay, cho dù các giao kèo này được tài trợ trong khuôn khổ Tín dụng hay trong khuôn khổ bất cứ khoản tài trợ nào khác mà Người cho vay đã chấp thuận dành cho Người vay,

- ngưng mọi việc rót vốn trong khuôn khổ Thỏa ước này hay trong khuôn khổ bất cứ thỏa ước tài trợ nào khác đã hoặc lẽ ra sẽ được ký kết giữa Người cho vay và Người vay.

Người vay cam kết đưa vào trong các hợp đồng một điều khoản cho phép việc đình chỉ hoặc phù hợp việc thực hiện các dịch vụ của doanh nghiệp với các đợt giải ngân của Thoả ước này nếu như một trong số các điều khoản nêu trong điều này được áp dụng. Việc thông báo các chế tài nêu trên cho các doanh nghiệp liên quan thuộc trách nhiệm của Người vay, nhưng Người vay cũng công nhận Người cho vay được quyền thông báo cho các doanh nghiệp.

Điều 16- Đòi hoàn trả Tín dụng trước hạn-

Người cho vay có thể tuyên bố các khoản nợ còn lại trong khuôn khổ Tín dụng đến hạn ngày lập tức và Người vay phải trả trong những trường hợp sau đây :

1°/ Người vay không thực hiện đúng một trong những nghĩa vụ đã cam kết trong Thỏa ước này và trong các văn bản bổ sung của Thoả ước nếu có, và đặc biệt là các trường hợp :

- vốn không được sử dụng đúng với mục đích đã được quy định từ ban đầu tại Quy định riêng hoặc sau này khi có văn bản bổ sung,

- bên thứ ba không tôn trọng hoặc không tiếp tục tôn trọng một cam kết nào đó trong số các cam kết quy định tại Thỏa ước này cho việc thực hiện Dự án,

- các khoản tiền phải trả gồm phần vốn gốc, lãi, lãi chậm trả và lãi phạt hoặc phụ phí không được trả đúng hạn toàn bộ hay một phần.

2°/ Một trong những sự cố sau đây ảnh hưởng đến Dự án:

- ngưng hoặc hoãn việc thực hiện Dự án trong thời gian trên sáu tháng,

- không hoàn thành Dự án vào Ngày hạn rót vốn, trừ trường hợp ngày hạn này được Người cho vay chấp nhận gia hạn,

- bỏ Dự án (ngưng khai thác, không sử dụng tài sản có...) hoặc chấm dứt các hợp đồng làm ảnh hưởng đến việc thực hiện hoặc khai thác Dự án, trừ trường hợp bất khả kháng.

3°/ Một trong những sự cố sau đây xảy ra:

- do không thực hiện đúng các cam kết của mình, Người vay phải hoàn trả trước hạn bất kỳ một khoản Tín dụng nào khác do Người cho vay cấp,

- Người vay không thực hiện bất kỳ một nghĩa vụ nào khác đã cam kết với Người cho vay,

- thiếu chính xác nghiêm trọng trong việc giải trình, khai báo hoặc trong các thông tin mà Người vay cung cấp khi ký và trong quá trình thực hiện Thỏa ước này,

- nguồn gốc bất hợp pháp của các khoản tiền được đầu tư trong dự án theo luật của Pháp và/hoặc luật của nước sở tại,

- Có quan hệ kinh doanh giữa Người vay và một cá nhân hoặc một tổ chức nằm trong các danh sách cấm vận và chống khủng bố của Liên hợp quốc, Liên minh châu Âu hoặc Pháp.

Nếu một trong những trường hợp có thể đòi trả nợ trước hạn xảy ra, và nếu Người cho vay muốn ngưng Tín dụng không cho vay tiếp thì Người cho vay chỉ cần thông báo quyết định của mình cho Người vay bằng thư bảo đảm.

Tất cả các khoản nợ còn lại trong khuôn khổ Tín dụng đương nhiên trở nên đến hạn 2 tháng sau khi thư bảo đảm trên được gửi đi mà không cần bất cứ một thủ tục nào khác.

Cần nhắc lại rằng Người vay là người duy nhất chịu trách nhiệm về việc tôn trọng các nghĩa vụ nêu trong Thỏa ước này, và không thể viện dẫn sự khiếm khuyết yếu kém của bất kỳ một tổ chức nào đã tham gia vào việc triển khai Dự án và/hoặc vào việc quản lý tài chính của Dự án để không thực hiện các nghĩa vụ của mình.

PHẦN V - NHỮNG ĐIỀU KHOẢN KHÁC

Điều 17.- Quy định khác

1/ Nếu như một điều khoản nào đó trong Thỏa ước này không có hiệu lực hoặc không thể áp dụng thì hiệu lực của các điều khoản khác của Thỏa ước này vẫn không bị ảnh hưởng, vẫn giữ nguyên hiệu lực đối với các bên tham gia ký. Nếu cần, các bên tham gia ký sẽ nỗ lực đàm phán với thiện chí tìm điều khoản thay thế cho điều khoản không có hiệu lực.

2/ Nếu Người cho vay không thực hiện một điều khoản đã ký kết có lợi cho Người cho vay hoặc quy định trách nhiệm của Người vay thì không có nghĩa là Người cho vay từ bỏ vĩnh viễn điều khoản đó và cũng không có nghĩa là Người cho vay từ bỏ vĩnh viễn bất cứ một điều khoản nào khác quy định trong Thỏa ước này có lợi cho Người cho vay.

3/ Được xác định rõ rằng vốn Tín dụng chỉ được rót cho Người vay khi Người vay gửi yêu cầu rót vốn liên quan đến khoản Tín dụng hoặc yêu cầu rót vốn được gửi vì quyền lợi của Người vay trong những điều kiện được quy định tại Thỏa ước này và được Người cho vay chấp thuận, nhất là vốn chỉ được tài trợ cho các chi phí của Dự án.

Điều 18- Các tình tiết mới-

18.1 Những điều khoản của Thoả ước này được thoả thuận trên cơ sở những dữ liệu về kinh tế, tài chính, pháp lý, thuế khoá và tiền tệ tại Pháp và tại nước của Người vay ở thời điểm ký kết Thoả ước này cũng như các điều kiện kinh tế và tài chính quốc tế vào ngày này.

18.2 Nếu tiếp theo một qui định mới về pháp luật hoặc pháp quy, có sửa đổi qui định này hay do cách hiểu khác của một cơ quan thẩm quyền về quy định mới hay sửa đổi quy định này, dù đó là qui định hay cơ quan có thẩm quyền là của Pháp, châu Âu hay nước ngoài thì việc Người cho vay tiếp tục thực hiện Thoả ước là không thể hoặc bất hợp pháp :

18.2.1 Người cho vay sẽ thông báo ngay cho Người vay về tình tiết mới này và kể từ ngày thông báo sẽ không có một khoản giải ngân nào được thực hiện;

18.2.2 Người vay và Người cho vay sẽ phối hợp với nhau nhằm đạt được một giải pháp hòa giải cho phép tiếp tục thực hiện Thoả ước;

18.2.3 Nếu không có giải pháp nào được đưa ra trong vòng ba mươi (30) ngày lịch kể từ ngày Người vay nhận được thông báo trên, Người cho vay sẽ thông báo cho Người vay về việc kết thúc các nghĩa vụ trong khuôn khổ Thoả ước này và sẽ yêu cầu Người vay hoàn trả ngay mọi khoản còn nợ cộng thêm các chi phí phụ trội nếu có do tình tiết mới.

18.3 Nếu tiếp theo một qui định mới về pháp luật và pháp quy, có sửa đổi qui định này hay do cách hiểu khác của một cơ quan thẩm quyền về quy định mới hay sửa đổi quy định này, dù đó là qui định hay cơ quan có thẩm quyền là của Pháp, châu Âu hay nước ngoài mà Người cho vay phải chịu bất kể biện pháp thuế, tiền tệ, tài chính hay ngân

hàng kéo theo chi phí phụ trội liên quan tới các cam kết của mình trong khuôn khổ Thoả ước này (thí dụ do thay đổi qui chế hoạt động tại địa bàn) hay làm giảm thu nhập của Người cho vay hoặc nếu việc giảm thu nhập là do một quyết định của toà án, các điều khoản dưới đây sẽ được áp dụng :

18.3.1 Người cho vay sẽ thông báo ngay cho Người vay về tình tiết mới đó và kể từ ngày thông báo sẽ không có một khoản giải ngân nào được thực hiện;

18.3.2 Người vay có thể :

(a) đề nghị Người cho vay giữ phần tham gia của mình trong khoản Tín dụng và đương nhiên Người vay sẽ chịu toàn bộ việc tăng chi phí thu nhập của Người cho vay trong khuôn khổ Thoả ước này ; hay

(b) hoàn trả ngay cho Người cho vay tất cả các khoản nợ trong khuôn khổ Thoả ước cộng thêm các chi phí phụ trội mà Người cho vay có thể phải chịu do tình tiết mới gây ra.

18.3.3 Nếu không có giải pháp nào được đưa ra trong vòng ba mươi (30) ngày lịch kể từ ngày Người vay nhận được thông báo trên, Người cho vay sẽ thông báo cho Người vay về việc kết thúc các nghĩa vụ trong khuôn khổ Thoả ước này và sẽ yêu cầu Người vay hoàn trả ngay mọi khoản còn nợ cộng thêm các chi phí vượt trội nếu có do tình tiết mới gây ra.

Điều 19- Luật lệ áp dụng-

Thỏa ước này được điều chỉnh bằng luật Pháp.

Điều 20.- Giải quyết tranh chấp-

Mọi tranh chấp phát sinh từ Thỏa ước này sẽ được giải quyết bằng con đường hòa giải giữa hai bên. Nếu trong thời hạn tối đa là sáu tháng mà hai bên không thể hòa giải được với nhau, thì các tranh chấp sẽ được xét xử cuối cùng theo Quy định về hòa giải và trọng tài của Phòng Thương mại Quốc tế có hiệu lực ở ngày khởi sự thủ tục trọng tài, và do một hay nhiều trọng tài được chỉ định theo quy định trên xét xử.

Bên nào muốn đưa ra tòa trọng tài sẽ thông báo cho bên kia biết bằng thư bảo đảm. Hai bên phải thỏa thuận chọn trụ sở của tòa trọng tài và quốc tịch của trọng tài duy nhất hoặc của Chánh án tòa trọng tài. Nếu trong vòng một tháng kể từ ngày gửi thư bảo đảm trên mà hai bên không thỏa thuận được, thì việc trọng tài sẽ diễn ra tại LAUSANNE (THỤY SĨ) và trọng tài duy nhất, hoặc Chánh án sẽ là người có quốc tịch Thụy Sĩ.

Luật của Pháp sẽ được áp dụng cho mọi tranh chấp nảy sinh từ điều khoản trọng tài này và ngôn ngữ dùng để trọng tài là tiếng Pháp. Do vậy, trong trường hợp áp dụng điều khoản trọng tài này, các bên chỉ có thể viện dẫn bản tiếng Pháp

Điều khoản trọng tài này vẫn còn có giá trị ngay cả trong trường hợp vô hiệu, bãi bỏ hoặc hết hạn Thoả ước này. Việc một bên khởi sự thủ tục chống bên kia không thể tự nó làm tạm ngưng các nghĩa vụ cam kết đã được quy định trong Thỏa ước này.

Chữ ký của Người vay và Người cho vay vào điều khoản trọng tài này có giá trị như sự thoả thuận đương nhiên giữa hai bên khước từ mọi miễn trừ tài phán và thi hành có thể xảy ra.

Điều 21.-Bãi bỏ-

Trong trường hợp các điều kiện rót vốn quy định trong Thỏa ước này không được thực hiện trong vòng mười tám tháng kể từ ngày quyết định cấp Tín dụng ghi ở trang đầu của Thỏa ước này, thì Người cho vay được quyền bãi bỏ Thỏa ước này mà không cần thủ tục đặc biệt nào khác.